

ACTIVITÉS DU GOUVERNEMENT

M. Djerad préside la cérémonie de distribution de 5000 logements de différentes formules à Alger

P. 24

ORGANISATION DE MARCHES

Le ministère de l'Intérieur rappelle l'impératif respect des procédures légales

P. 24

ATTAQUES ISRAËLIENNES CONTRE LES PALESTINIENS

L'Algérie condamne dans les termes les plus sévères les "attaques racistes et extrémistes"

L'Algérie a condamné, dimanche, dans les termes les plus sévères les "attaques racistes et extrémistes" de l'occupant israélien contre les Palestiniens à El-Qods occupée et leur privation d'accomplir leurs rites religieux dans la Mosquée d'El-Aqsa, en violation flagrante des résolutions de la légalité internationale. La même source fustige également "des tentatives répétées de légitimation de la logique de spoliation des terres d'autrui par la force et d'imposition de la souveraineté sur la ville Sainte, en violation flagrante des résolutions de la légalité internationale".

P. 24

DK News - APS



ETHIQUE DE L'ADMINISTRATION

Appel à créer une académie de lutte contre la corruption

P. 4

PAIEMENT PAR INTERNET

Une progression de 247% au 1^{er} trimestre 2021, selon GIE Monétique

P. 6

ARTISANS DE LA CASBAH

Driz Zolo, plus d'un demi-siècle au service de la dinanderie

P. 8

SANTÉ

NUTRITION

Certaines femmes sont génétiquement attirées par le gras et le sucré

P.p 12-13

FOOTBALL

LIGUE 1 (21^e JOURNÉE)

Match avancé

Le MCO en péril à Tizi-Ouzou

P. 22



MUSIQUE - SPIRITUALITÉ

Première Rencontre arabe de l'Inchad et du Madih à Alger

P. 16

TRIBUNAL CRIMINEL DE DAR EL BEIDA

Report du procès du terroriste "Abou Dahdah" à la fin de la session pénale

P. 24

DGSN

Installation du nouveau chef de Sûreté de la wilaya de Ouargla



Le nouveau chef de Sûreté de la wilaya de Ouargla, le Commissaire divisionnaire de police Rafaa Deb-bah Rachid a été installé, dimanche dans ses nouvelles fonctions, selon un communiqué de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN).

La cérémonie d'installation présidée par l'Inspecteur régional de la police du sud-est de Ouargla, en tant que représentant du directeur général de la sûreté nationale, et par le wali de Ouargla, s'est déroulée en présence en présence des autorités locales civiles, judiciaires et militaires et des représentants de la société civile, conclut le document.

ILLIZI

Un mort et trois blessés dans un accident de la route près d'Ohanet

Une personne a perdu la vie et trois (3) autres ont été blessées dans un accident de la route survenu sur la RN-3, près de la localité d'Ohanet (wilaya d'Illizi), a-t-on appris dimanche des services de la Protection civile.

L'accident s'est produit samedi dans la soirée, suite au dérapage et au renversement d'un véhicule touristique, avec à son bord quatre (4) personnes d'une même famille, causant la mort de l'une d'entre elles (29 ans) et des blessures à divers degrés de gravité aux trois autres, a-t-on précisé.

Les éléments de la PC du poste avancé d'Ohanet sont intervenus et ont évacué les blessés à l'hôpital d'In-Amenas où a été également déposé le corps de la victime décédée.

Une enquête a été ouverte par les services de la gendarmerie nationale pour déterminer les circonstances exactes de l'accident.

MARCHÉ DE LA POMME DE TERRE

Déstockage de quantités supplémentaires à travers 6 wilayas

L'Office national interprofessionnel des légumes et des viandes (ONILEV) a annoncé dimanche avoir procédé au déstockage de quantités supplémentaires de pomme de terre à travers six (6) wilayas du pays en vue de stabiliser les prix et de contrer les spéculateurs.

L'ONILEV a précisé, sur son compte Facebook, que cette cinquième opération de déstockage avait été réalisée en collaboration avec neuf (9) opérateurs à travers six (6) wilayas: Alger, Boumerdes, Aïn Defla, Médéa, Bouira et Relizane.

D'autres quantités de pomme de terre seront déstockées et injectées dans les marchés de gros en fonction des besoins, selon la même source.

Cette opération vise à stabiliser les prix et à contrer les spéculateurs en approvisionnant les marchés de gros de quantités suffisantes de ce produit de large consommation, notamment en prévision de l'Aïd El-Fitr et de la reprise d'activité des restaurants, à l'arrêt pendant le mois de Ramadhan, a précisé l'ONILEV.

CARBURANTS

La suppression de l'essence super avec plomb avancée au début de juillet prochain (ARH)



La date fixée pour la suppression de la commercialisation de l'essence super avec plomb au niveau des stations-services a été avancée au début juillet prochain, au lieu du mois d'octobre comme annoncée initialement, a indiqué dimanche à Alger le président du Comité de direction de l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH), Rachid Nadil. L'Algérie avait décidé d'abandonner cette essence pour ses effets nuisibles sur la santé et l'environnement mais aussi dans le cadre de sa politique visant à mettre fin à l'importation des carburants.

Sonatrach dispose de capacités de production de 4 millions de tonnes d'essences par an, tandis que la consommation nationale est estimée à une moyenne de 3,7 millions de tonnes par an.

COMMERCE

Clôture de la foire "Ramadhan au Palais"



La foire organisée dans le cadre de l'événement "Ramadan au Palais 2021" prend fin, dimanche, indique un communiqué de la Société Algérienne des Foires et Exportations (SAFEX).

La clôture de cet événement intervient après que l'organisateur de la manifestation, SAFEX, a décidé de la prolonger de deux jours supplémentaires, a précisé la même source. Organisée au Palais des Expositions (Alger), la foire a vu la participation de plus de 200 exposants sur une surface d'exposition de 8000 mètres carrés.

La manifestation a enregistré un engouement "important" des visiteurs tout au long du mois béni du Ramadan, où "le public a pu bénéficier des différentes offres et produits disponibles à des prix concurrentiels", ajoute le communiqué. Les jeux et les activités de divertissement dans les pavillons "Ahagar" et "Casbah" se poursuivront jusqu'au samedi 15 mai, afin de permettre aux familles et aux enfants de profiter à l'occasion de l'Aïd, a conclu le communiqué.

CIRCULATION ROUTIÈRE

Une campagne de sensibilisation la veille d'Aïd El-Fitr



La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a lancé dimanche une campagne de sensibilisation à la sécurité routière au profit des conducteurs des véhicules de longs trajets en vue de les sensibiliser à la nécessité de respecter et d'appliquer les règles de la sécurité routière, indique un communiqué de ce corps.

Dans le cadre de la poursuite de la campagne de sensibilisation lancée par la DGSN sous le slogan "Tous pour un Ramadan sans accidents", et à l'occasion de l'Aïd El-Fitr, qui enregistre une intense circulation des véhicules de transport collectif des voyageurs, une campagne de sensibilisation à la sécurité routière a été lancée dimanche en direction des conducteurs des véhicules de longues distances (bus, chauffeurs de taxi), en vue de les sensibiliser à la nécessité de respecter et d'appliquer les règles de sécurité routière et de consolider une culture préventive de la circulation, précise la même source.

Lancée à partir de la Gare routière du Caroubier, l'opération vise également la sensibilisation à l'impératif respect des mesures sanitaires préventives liées au confinement afin de préserver la sécurité des conducteurs, des passagers et de tous les usagers de la route, conclut le communiqué.

ANNABA

Mort d'un sapeur-pompier au cours d'une intervention contre un incendie à El Hadjar

Un sapeur-pompier est décédé et un autre a été blessé au niveau des mains au cours d'une intervention de l'unité secondaire de la protection civile de la daïra d'El Hadjar pour circonscrire un incendie déclaré dans deux constructions anarchiques, a-t-on appris dimanche de la cellule de communication de la direction de wilaya de ce corps constitué.

L'incendie s'est déclaré dimanche vers midi dans deux maisons construites illégalement à la cité "Ez-zemouria" dans la commune d'El Hadjar, à la suite d'une étincelle électrique, a précisé la même source qui a ajouté que les flammes ont également causé des brûlures à deux autres personnes, une dame de 26 ans et son bébé de 18 mois, qui ont été évacuées vers l'hôpital d'El Hadjar.

ENTREPRENEURIAT

Les porteurs de projets libres de choisir leurs fournisseurs (ANADE)

L'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE) -ex ANSEJ- a affirmé dimanche dans un communiqué qu'il était possible pour les porteurs de projets inscrits dans ce dispositif de choisir librement leurs fournisseurs, réfutant l'existence d'une quelconque liste de fournisseurs agréés à son niveau.

L'ANADE met en garde contre toute utilisation de ses code et nom, avertissant les fournisseurs qui s'adonneraient à une telle pratique qu'ils seraient "poursuivis en justice", a conclu le communiqué.



LÉGISLATIVES DU 12 JUIN

1483 listes acceptées sans réserve (Charfi)

Le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi a annoncé, dimanche soir, que 1483 listes ont été acceptées sans réserve pour prendre part aux élections législatives prévues le 12 juin prochain dont 646 listes présentées au titre d'un parti politique et 837 listes indépendantes.

L'ANIE a réceptionné 4900 listes ayant exprimé leur intention de prendre part aux législatives du 12 juin prochain et ayant retiré les formulaires de candidature, a précisé M. Charfi lors d'une conférence de presse à l'issue d'une rencontre avec des représentants de 16 partis politiques. Le nombre de listes ayant déposé les formulaires de candidature a atteint 2490 dont 1237 présentées au titre d'un parti politique et 1253 listes indépendantes, selon M. Charfi qui a indiqué que le nombre de dossiers de candidature déposés à l'ANIE était de 25416, dont 12854 dossiers déposés par des partis politiques et 12562 dossiers déposés par des indépendants.

1483 listes ont été acceptées "sans réserve" pour prendre part aux élections

législatives prévues le 12 juin prochain dont 646 listes présentées au titre d'un parti politique et 837 listes indépendantes, a-t-il ajouté. Le nombre de listes acceptées mais qui incluent en leur sein un candidat rejeté a atteint 898 listes dont 462 listes présentées au titre d'un parti politique et 436 listes indépendantes. Evoquant les causes de rejet de certaines listes, M. Charfi a indiqué qu'elles étaient liées aux milieux suspects de l'argent et des affaires (1199 listes rejetées), aux personnes condamnées à des peines privatives de liberté (281 listes) et au manque de documents requis (410 listes).

Il a également cité d'autres causes dont la condition d'âge (89 listes rejetées), la non inscription sur les listes



électorales (129 candidats), ainsi que la situation vis-à-vis de l'administration fiscale (72 cas) et du Service national (62 cas), la présence de plus de deux personnes sur une même liste ayant des liens de parenté (7 cas) et l'occupation d'une fonction ne permettant pas de se porter candidat (3 cas). Pour ce qui est des dossiers rejetés définitivement, l'Autorité a comptabilisé à dimanche midi 297 listes. Les causes du rejet sont liées au non-respect de l'âge (47 cas), du niveau universitaire (6 cas) du nombre de formulaires (162 cas) en sus du non-respect de la parité. Concernant les recours déposés auprès des tribunaux administratifs, il ont atteint 847 dont 450 déposés par des partis politiques et 397 émanant de candidats indépendants.

Mise en place d'une cellule de coordination et de concertation entre l'ANIE et les partis

Le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi a annoncé, dimanche soir, la mise en place d'une cellule de coordination entre l'Autorité et les partis politiques, afin d'éliminer tout obstacle pouvant entraver les préparatifs des élections prévues juin prochain.

Lors d'une conférence de presse avec des représentants de 16 partis politiques peu de temps avant l'expiration des délais d'examen des dossiers de candidature, M. Charfi a indiqué que la rencontre était consacrée à l'examen des préparatifs du prochain scrutin, des dossiers de candidature ainsi qu'à la désignation des représentants de partis dans les groupes de travail à constituer.

Lors de la réunion, souligne M. Charfi, des problèmes ont été soulevés, d'où l'importance de prendre des décisions à la hauteur des aspirations des deux parties pour tenir les législatives dans un climat de confiance.

Et de poursuivre, "le long débat, qui duré certes des heures, a permis la prise de décisions consensuelles, dont la constitu-

tion d'une cellule de coordination, de concertation et de dialogue entre l'ANIE et les représentants de la classe politique, le but étant de prévenir toute piste pouvant obstruer le bon déroulement des prochaines législatives".

La cellule est chargée "d'encadrer les représentants des partis au sein des bureaux de vote et de suivre en toute transparence les différentes opérations de dépouillement, conférant ainsi davantage de crédibilité aux élections".

Le président de l'ANIE n'a pas manqué l'occasion de rappeler "la relation naturelle" de son autorité avec les partis politiques dans le cadre d'un partenariat "légal et réaliste", souhaitant que cette relation participative soit "fructueuse et pratique tout le temps et non seulement lors des rendez-vous électoraux".

Qualifiant la rencontre d'aboutissement "fructueuse et bénéfique", M. Charfi a affirmé avoir perçu chez les représentants de partis "une bonne volonté" pour le dialogue avec le pouvoir.

Tenue à huis clos, la réunion de M. Charfi avec les représen-

tants de 16 partis politiques a été consacrée à l'examen des

motifs du rejet de leurs listes dans plusieurs wilayas au titre

des législatives prévues le 12 juin prochain.

Rencontre entre l'ANIE et des représentants de 18 partis politiques

Le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi a rencontré, en prévision des législatives prévues le 12 juin prochain, des représentants de 18 partis politiques. Tenue à huis-clos au siège de l'ANIE au Palais des nations, la réunion a été convoquée par les chefs de partis ayant contesté l'exclusion des listes de leurs candidats dans nombre de wilayas. Suite à l'exclusion de leurs candidats, les présidents des partis Jil Jadid, MSP, El Bina, El Fajr El Jadid, Voix du peuple ainsi que le secrétaire général du mouvement Ennahda ont revendiqué l'ouverture d'une enquête impartiale. L'ANIE compte au total 24.214 dossiers de candidature dont le délai d'examen expire dimanche à minuit, avant de donner le coup d'envoi du début de la campagne électorale. Le délai de dépôt de ces dossiers auprès de l'ANIE avait pris fin le 27 avril, après avoir été prorogé de cinq jours à la demande de l'ANIE, après consultation du Conseil de l'Etat et du Conseil constitutionnel et avis du Conseil des ministres. Conformément aux conditions à remplir, l'ANIE avait rappelé que "les listes des candidats présentées au titre d'un parti politique doivent être appuyées par, au moins, vingt-cinq mille (25.000) signatures individuelles d'électeurs inscrits sur les listes électorales". Ces signatures doivent être recueillies à travers 23 wilayas dont le nombre de signatures exigées pour chacune des wilayas ne saurait être inférieur à trois cent (300) signatures. Pour les listes indépendantes,

l'article 36 de la loi organique stipule que chaque liste doit être appuyée, pour chaque siège à pourvoir, par au moins 100 signatures des électeurs de la circonscription électorale. Pour les circonscriptions électorales à l'étranger, la liste de candidats est présentée "soit au titre d'un ou de plusieurs partis politiques, soit au titre d'une liste indépendante appuyée d'au moins 200 signatures pour chaque siège à pourvoir parmi les électeurs de la circonscription électorale concernée.

Si le dossier d'un candidat est rejeté par l'ANIE après examen, l'intéressé peut introduire un recours auprès du tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de trois (3) jours francs, à partir de la date de sa notification, conformément aux dispositions de l'article 98 de la loi organique relative au régime électoral. Pour les candidats des circonscriptions électorales à l'étranger, le rejet peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif d'Alger dans un délai de cinq (5) jours francs, à partir de la date de sa notification. Le tribunal administratif doit statuer dans un délai de cinq (5) jours francs, à compter de la date d'enregistrement du recours.

Le jugement rendu est notifié, d'office et immédiatement, par tous les moyens légaux aux parties concernées, selon le cas, au wali ou au chef de la représentation diplomatique ou consulaire, pour exécution, prévoit le même article, précisant que "le jugement n'est susceptible d'aucune voie de recours".

PROMOTION DE LA CULTURE DE L'ENFANT**Convention entre le ministère de la Culture et l'ONPPE**

Le ministère de la Culture et des Arts et l'Organe national de la protection et de la promotion de l'enfance (ONPPE) ont signé une convention portant appui à la coopération et de la coordination bilatérales pour renforcer la protection des droits de l'enfant et la promotion de l'enfance.

Cosignée par la ministre de la Culture, Malika Bendouda et la présidente de l'ONPPE, Meriem Charfi, en présence des cadres des deux départements, la convention a pour objectif "la définition des conditions et des modalités d'élargissement de la coopération entre le ministère et l'ONPPE. En vertu de cette convention les deux parties procèdent à la prise de mesures pour renforcer la coopération et l'échange d'expertise en matière de promotion et de protection de l'enfance et d'encouragement des

activités culturelles dédiées aux enfants à travers l'élaboration de programmes nationaux communs. La convention porte sur l'organisation en collaboration d'activités culturelles pour enfants telles que le festival de la bande dessinée, de la littérature et du livre des jeunes et le festival de la lecture". Elle a également pour objectif de permettre aux enfants aux besoins spécifiques d'accéder aux espaces publics de lecture tout en offrant cette frange les facilités nécessaires, en sus de l'intégration des enfants aux différents ateliers artistiques et pédagogiques (musique, dessin, théâtre) et de la création de clubs culturels. La cérémonie de signature a eu lieu à l'occasion de l'organisation d'une journée d'études sur "le droit des enfants autistes à la culture".

Intervenant à cette occasion,

Mme. Bendouda a affirmé "nous avons réalisé, aujourd'hui, un premier pas pour les enfants autistes qui, eu aussi, ont le droit d'accéder à la culture".

"Les espaces de culture relevant du ministère, notamment les bibliothèques sont mobilisés pour offrir une animation culturelle à cette catégorie", a-t-elle souligné. Mme Bendouda a souligné la nécessité d'intensifier la matière culturelle destinée à cette catégorie, rappelant avoir adressé il y a un an une «instructio aux institutions sous tutelle afin d'aménager leurs espaces aux personnes aux besoins spécifiques à travers toutes les wilayas. Pour sa part, Mme Cherfi a salué, dans son allocution, l'initiative de conclure une convention de coopération entre ses services et ceux du ministère de la Culture et des arts, qui concerne « l'élar-

gissement du cercle de coopération et l'encouragement des activités culturelles et artistiques destinées aux enfants sans discrimination grâce à l'élaboration de programmes nationaux communs concernant la vie et la culture de l'enfant ». A cette occasion, elle a rappelé que l'intérêt accordé par notre pays à la protection des enfants découle de notre héritage, un intérêt qui ne cesse d'enregistrer des progrès remarquables dans la réalisation de plus d'acquis et de réalisations dans le cadre d'une politique nationale globale basée sur l'arsenal juridique qui consacre les droits de l'enfant et sur la mise en œuvre des obligations internationales pertinentes de notre pays, notamment la Convention internationale des droits de l'enfant dont l'Algérie a été parmi les premiers pays à ratifier. Le dernier acquis pour l'en-

fance dans notre pays en matière de législation est la constitutionnalisation du principe de l'intérêt supérieur de l'enfant dans le cadre de l'amendement constitutionnel de 2020. Mme Cherfi a évoqué les efforts de l'Organe en faveur des enfants autistes, soulignant que «l'indicateur le plus important de l'avancement de la civilisation des nations réside dans leur attachement à l'éducation des générations, notamment les enfants aux besoins spécifiques et les autistes. La manif station a été marquée par des interventions sur la «santé mentale des enfants» et les «préoccupations des familles d'enfants autistes via le numéro vert 1111 de l'Organe», en sus des «expériences de nombreuses associations spécialisées dans le domaine de prise en charge de cette catégorie».

ETHIQUE DE L'ADMINISTRATION

M. Djerad place l'agent public au cœur du processus de promotion de la performance administrative

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a affirmé, dimanche à Alger, que la promotion de la performances de l'Administration implique d'accorder de l'intérêt à l'agent public, qu'il a qualifié d'élément clé de cette entreprise.

Président la cérémonie d'ouverture d'une journée d'étude sur "l'éthique dans l'Administration et l'entreprise publique", M. Djerad a fait observer que le passage à une administration publique imprégnée des valeurs et règles éthiques n'est pas une conséquence systématique de la promulgation de textes législatifs et réglementaires, mais plutôt un travail constant à long terme requérant la conjugaison des efforts de tous et où l'agent public est l'élément clé, qui doit bénéficier de tout l'intérêt.

Le Gouvernement, pleinement conscient de l'importance du rôle de l'agent public et de sa place dans l'équation du développement du service public, s'emploie à promouvoir sa performance en accordant davantage d'intérêt à sa formation continue et à l'amélioration de ses conditions de travail, de manière à garantir la promotion de la performance de l'Administration et de l'entreprise publique, a-t-il assuré.

Dans le même sillage, le président de la République avait insisté sur "l'impératif de consolider les compétences de l'agent public et d'en faire le critère de nomination dans les fonctions publiques".

Récemment, le Gouvernement a entamé l'examen des moyens de développer la Fonction publique et de la rendre "plus flexible" afin qu'elle puisse capter les compétences nationales, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, a rappelé M. Djerad.

Il s'est dit convaincu, dans ce sens, que dans le cadre de la nécessaire transparence en matière de gestion des affaires publiques, cette gouvernance basée sur l'éthique renforcera incontestablement la confiance du citoyen en ses institutions, à la faveur de la réunion d'autres valeurs sociales, telles l'équité, l'égalité et la justice.

L'organisation de cette journée d'étude intervient dans un contexte marqué par la crise "complexe et multidimensionnelle" que traverse notre pays, comme tous les autres pays, et qui "touche aux valeurs, aux mentalités et aux comportements", a relevé le Premier ministre, soulignant l'intérêt croissant des citoyens, des opérateurs économiques et des partenaires sociaux pour la nécessaire réforme de l'Administration publique, dans le cadre du processus de réformes engagées dans le pays, pour rompre avec les pratiques négatives enregistrées ces dernières années.

Parmi ces pratiques, M. Djerad a cité "les dépassements dans la gestion des affaires publiques, la corruption, le népotisme, la dilapidation du denier public, la bureaucratie qui ont, a-t-il dit, "impacté négativement la nature de la gouvernance dans le pays et entamé la confiance du citoyen dans les institutions de l'Etat". "Toute approche de réforme visant à moraliser la vie

publique et le service public, en particulier, ne sera efficiente et efficace que si elle passe par un diagnostic minutieux et objectif du phénomène de la corruption, de ses ramifications et de ses véritables causes et l'identification des dysfonctionnements et des comportements déviants, qui ont toujours été une principale source de préoccupation dans notre société", a affirmé le Premier ministre.

C'est là, a-t-il dit, "une condition sine qua non pour la réussite de toute politique de développement", précisant qu'une telle entreprise "passe par l'amélioration de la relation administration-citoyen à travers un service public de qualité, l'écoute de ses préoccupations et des solutions adaptées à ses problèmes".

Pour ce faire, il importe de réunir des mécanismes et des règles de nature à assurer le bon fonctionnement du service public, de même que des principes et des valeurs éthiques à même d'orienter et d'encadrer le comportement de l'agent public, a expliqué le Premier ministre, rappelant que compte tenu de sa dimension stratégique, l'éthique est une des priorités du programme du président de la République qui a consacré un volet à la moralisation de la vie publique et au renforcement de la bonne gouvernance.

Il a rappelé que le président de la République Abdelmadjid Tebboune a souligné à ce propos "la nécessité de renforcer la transparence, de lutter contre la corruption et de proposer des mécanismes permettant d'éviter les conflits d'intérêts entre l'exercice des responsabilités publiques et la gestion des affaires, afin de soustraire la gestion des affaires publiques au pouvoir de l'argent".

Partant, a-t-il ajouté, cet axe a bénéficié d'un intérêt particulier dans le récent amendement constitutionnel qui prévoyait la création de la Haute Autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, en sus de la création, par le président de la République, du "Médiateur de la République", pour l'amélioration du service public et une meilleure prise en charge des préoccupations des citoyens.

M. Djerad a salué les instructions données par le président de la République dans ce sens, affirmant que le "gouvernement tend à mettre en œuvre". Ces instructions portent sur la mise en place de cellules d'écoute des citoyens ainsi que la prise en charge de leurs préoccupations au niveau des instances et administrations centrales et locales relevant des différents secteurs, a-t-il précisé.

Le Premier ministre a mis en avant, dans le même contexte, la détermination du Gouvernement à "mettre les bouchées doubles" en matière de numérisation de l'Administration publique, notamment celle en contact direct avec la citoyen et

à éradiquer la bureaucratie, sous toutes ses formes, à travers la simplification et la numérisation des procédures administratives.

Se félicitant des résultats de ces efforts soutenus et de la dématérialisation des procédures administratives, qui a eu un impact positif sur l'amélioration du Service public, il a indiqué que que le processus sera renforcé à la faveur du parachèvement de la mise en œuvre des mesures tracées dans le cadre du Plan d'action du Gouvernement.

Poursuivre la démarche visant à asseoir les bases de la concertation et du dialogue social

Le Premier ministre a, par ailleurs, assuré que le gouvernement était "déterminé à poursuivre sa démarche visant à asseoir les bases de la concertation, en associant les agents publics dans la gestion de leur parcours professionnel, à trouver les meilleurs cadres de dialogue social avec les différents partenaires pour régler les conflits professionnels, et à aplanir les difficultés qui entravent le bon fonctionnement et le développement du service public en vue de renforcer la paix sociale et de réaliser la croissance économique".

Invitant les agents publics à s'acquitter de leurs missions avec éthique, dignité, probité et impartialité, loin de toute instrumentalisation politique ou idéologique, le Premier ministre a rappelé les règles de conduite qu'ils doivent observer dans l'exercice de leurs fonctions, notamment "le respect du secret professionnel et le bannissement de la discrimination, du régionalisme et du népotisme".

En d'autres termes, l'agent public est tenu, en toute circonstance, "de faire montre d'un comportement exemplaire et de s'abstenir de toute pratique contraire aux valeurs éthiques", a-t-il insisté.

De nombreux dépassements participant de la corruption sont l'œuvre de personnes "dépourvues de sens de la responsabilité, de conscience et d'éthique", a-t-il fait remarquer.

Cela étant, il ne faut pas généraliser ni exagérer les choses, car "les administrations publiques comptent en leur sein des compétences qui donnent une bonne image en accomplissant leurs missions avec responsabilité et intégrité", a-t-il ajouté.

Elaboration d'une charte d'éthique pour l'agent public

En ce qui concerne la mise en place des mécanismes de contrôle et de poursuite de la mise en œuvre, dans le cadre d'une approche globale et complémentaire au titre de la stratégie nationale de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, M. Djerad a annoncé la création d'un "groupe de travail", composé d'universitaires et d'experts, pour "l'élaboration du projet de charte



d'éthique dans l'Administration et les entreprises publiques", à la lumière des propositions et des recommandations issues de cette rencontre".

Le Premier ministre a précisé que cette charte servira de "guide auquel tout agent public doit se conformer quelle que soit sa position dans la hiérarchie administrative", de même qu'elle constituera dans le futur "une matière d'enseignement à inclure dans les différents pro-

grammes de formation", soulignant que "l'éthique administrative ne se limite pas à l'éthique professionnelle", mais elle se veut "le moteur efficace des libertés individuelles et collectives qui permettent d'être à équidistance des exigences que nous attendons des pouvoirs publics et du comportement des citoyens dans une société qui aspire à la justice et à la bonne gouvernance".

Et d'insister sur "le devoir des citoyens de faire montre d'un sens élevé de responsabilité", en partant de "l'équilibre entre éthique sociale et administrative", ce qui donnera lieu, selon lui, à "la restauration de la confiance entre les citoyens et leur Etat" et contribuera à "la mise en œuvre des réformes profondes de l'Etat qui constitueront un défi fondamental dans la prochaine étape à laquelle appelle le président de la République".

Appel à créer une académie de lutte contre la corruption

Les participants à la Journée d'études sur "l'éthique dans l'Administration et l'entreprise publiques" ont appelé, dimanche à Alger, au terme des travaux les pouvoirs publics à s'acquitter de "revoir" les statuts de certains secteurs pour prévenir les crimes liés aux conflits d'intérêts, ainsi que la création d'une académie de lutte contre la corruption et le contrôle de la gestion des deniers publics.

Lors cette journée d'études organisée par le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE) et dont l'ouverture des travaux a été supervisée par le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, les participants ont préconisé la révision de statuts de certains secteurs en vue de lutter contre les crimes liés aux conflits d'intérêts ainsi que la "diversification" des moyens de leur contrôle outre "la création d'une académie de lutte contre la corruption" qui veille à son tour à créer un environnement transparent et la "consolidation du contrôle et de la gestion des deniers publics".

Les recommandations de cet événement, lues par le directeur général de l'Ecole nationale d'administration, Abdelmalik Mezhouda ont porté sur la nécessité d'œuvrer à "trouver des mécanismes pour restaurer la confiance perdue entre le citoyen et l'administration publique", ainsi que la généralisation de la mise en place de codes d'éthique pour certains secteurs vitaux » à l'image de ceux du corps des Douanes et des services des impôts.

Et d'appeler à la nécessité de "trouver des mécanismes pour concilier la liberté d'expression et le devoir de réserve",

l'accélération de l'ouverture d'un atelier pour l'élaboration d'une nomenclature de déontologie de la fonction publique".

Les participants ont appelé, à leur tour, au renforcement des programmes universitaires dans ce sens.

Supervisant l'ouverture des travaux de la rencontre, le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a affirmé qu'un "groupe de travail composé d'enseignants universitaires, d'experts et de cadres d'administrations et d'entreprises, sera créé et chargé de l'élaboration du projet de charte d'éthique dans l'administration et les entreprises publiques".

"Le gouvernement est déterminé à poursuivre sa démarche visant à asseoir les bases de la concertation, en associant les agents publics à la gestion de leur carrière professionnelle et trouver les meilleurs cadres de dialogue social avec les différents par tenaires pour régler les conflits professionnels", a précisé M. Djerad.

Invitant les agents publics à s'acquitter de leurs missions avec éthique, dignité, probité et impartialité, loin de toute instrumentalisation politique ou idéologique, le Premier ministre a rappelé les règles de conduite qu'ils doivent observer dans l'exercice de leurs fonctions, notamment "le respect du secret professionnel et le bannissement de la discrimination, du régionalisme et du népotisme".

L'agent public est tenu, en toute circonstance, "de faire montre d'un comportement exemplaire et de s'abstenir de toute pratique contraire aux valeurs éthiques", a-t-il insisté.

EL-OUED

Une récolte de plus de 8 millions quintaux de pomme de terre attendue

Une récolte de plus de huit (8) millions de quintaux (QX) de pomme de terre est attendue cette saison dans la wilaya d'El-Oued, a annoncé lundi la Chambre locale de l'Agriculture.

Cette prévision de récolte est attendue d'une superficie cultivée de plus de 30.000 hectares, soit 30% de la surface agricole exploitée de la wilaya et estimée à plus de 100.000 hectares, a indiqué le Secrétaire général de la Chambre agricole, Ahmed Achour.

Les surfaces consacrées à la pomme de terre ont connu une stabilité cette année, comparativement à la saison écoulée, a-t-il ajouté, expliquant ce fait par la stabilité des prix de ce produit de large consommation sur le marché local et national, grâce aux mesures adoptées par le ministère de tutelle pour préserver cette activité agricole et protéger le pouvoir d'achat du



consommateur. La culture de la pomme de terre est concentrée dans sept (7) communes à vocation agricole de la wilaya (El-Magrane, Hassi-Khelifa, Trifaoui, Reguiba, Débila, Ourmès et Taghezout), qui disposent de vastes étendues agricoles à fort rendement, a poursuivi M.

Achour. Trois de ces communes, à savoir Hassi-Khelifa, Ourmès et Taghezout, disposent d'un marché national de la pomme de terre, car totalisant à elles seules 60% de la production totale de la wilaya, a-t-il relevé.

La wilaya d'El-Oued est leader en matière de

production de la pomme de terre à échelle nationale dont elle accapare 45% de la production, selon le responsable.

Elle cultive diverses variétés de pomme de terre, avec un rendement moyen de 300 quintaux à l'hectare, selon les données de la Chambre de l'Agriculture.

TISSEMSILT

Réception de 800 logements AADL

Quelque 800 logements du programme location-vente, réalisé par l'Agence nationale de l'amélioration et de développement du Logement (AADL), ont été réceptionnés, dimanche à Tissemsilt, outre la pose de la première pierre du projet de réalisation de 1.184 logements AADL à ladite wilaya.

Cette opération qui s'est déroulée sous la supervision du ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Balaribi, a été marquée par la distribution de 538 décisions d'attribution d'aides financières destinées au logement rural.

Dans une allocution prononcée lors de la cérémonie de distribution, M. Balaribi a relevé "le programme ambitieux tracé dans la wilaya de Tissemsilt pour la prise en charge des besoins des citoyens en matière de logements", lequel comprend 9.170 logements LPL (social), 1.771 logements LPA, 3.284 logements AADL, 3.871 logements ruraux et 342 logements dans le cadre des lotissements sociaux.

Après avoir présenté un exposé sur l'état d'avancement des travaux de ces projets de logements, le ministre a insisté sur l'impératif parachèvement des structures publiques des projets réceptionnés.

A cet effet, M. Balaribi a donné des instructions à la direction générale des équipements pour le lancement de 15 nouvelles structures publiques à partir de septembre prochain au niveau des différents projets de la wilaya.

Il a été procédé, en outre, à la présentation du plan de la nouvelle cité intégrée située à "la cité Hassen" qui comprend 1.184 logements AADL (dont la première pierre a été posée), 410 logements LPA et 200 logements LPL.

Au cours de sa visite, le ministre a posé la première pierre du projet de réalisation de 200 logements LPA, destiné aux fonctionnaires de la Sécurité nationale, à la cité des Plateaux (commune de Tissemsilt). Pour rappel, la capitale du Ouarsenis comprend au total 91.602 logements répartis sur 22 communes recensant plus 369.000 habitants.

Dans une déclaration à la presse en marge de la visite, M. Balaribi a affirmé que son secteur s'attèlera prochainement à la réalisation du projet de la banque de l'habitat, et ce, en application des orientations du président de la République en vue d'une meilleure maîtrise de la politique de logement.

Il a mis en avant, en outre, la stratégie du secteur de l'Habitat visant à offrir la chance aux compétences nationales dans les projets de réalisation de logements et d'équipements publics, et ce, à travers des formations de courte durée supervisées par les maîtres d'oeuvre.

DJELFA

Plus de 700 millions DA pour le raccordement de 500 foyers de la commune d'El Guedid au gaz

Une enveloppe financière de 711 millions DA a été affectée au projet de raccordement au réseau public de distribution de gaz naturel de 500 foyers du lotissement urbain Oum Cheggag relevant de la commune d'El Keddidi (100 km à l'ouest de Djelfa), a-t-on appris dimanche auprès des services de la wilaya.

Le wali, Djilali Doumi, avait procédé, samedi, dans le cadre de la célébration de la Journée nationale de la mémoire commémorant les massacres du 8 mai 1945, au lancement du chantier de ce projet visant le raccordement de 500 foyers de ce lotissement, classé zone d'ombre, au gaz naturel, a appris l'APS auprès de la cellule de communication de la wilaya.

Ce projet porte sur la réalisation d'un réseau de conduites de gaz d'une longueur de 15 km linéaire et de 22,5 km de réseaux de distribution à l'intérieur du tissu urbain, dans un délai n'excédant pas les huit mois, selon la fiche technique du projet. Cette enveloppe financière, qui s'inscrit dans le cadre du développement des zones d'ombre, a été mobilisée dans le cadre du programme sectoriel complémentaire pour l'exercice 2020 et du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales.

Ce projet, dont le lancement a coïncidé avec la commémoration d'une date historique importante (8 mai 1945), a été bien accueilli par les habitants de ce lotissement, qui ont grand besoin de cette énergie vitale, vu le froid rigoureux que connaît cette région en hiver.

APS

ORAN

Réception de 40 hôtels d'une capacité de 4.000 lits en prévision des Jeux méditerranéens

Le ministre du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial, Mohamed Ali Boughazi a fait part, dimanche à Oran de la réception de 40 établissements hôteliers d'une capacité d'accueil de 4.000 lits en attendant celle de 42 autres d'une capacité globale de 60.000 lits avant le lancement des Jeux méditerranéens 2022 dans la wilaya. Le ministre a effectué une visite de travail à Oran afin de s'enquérir des préparatifs des Jeux méditerranéens 2022 d'une part et de ceux de la saison estivale prochaine d'autre part, au cours de laquelle il a exprimé sa satisfaction quant aux capacités d'accueil dont dispose la wilaya.

M. Boughazi a fait savoir que les préparatifs de la saison estivale sont en cours et de manière ordinaire, signalant que les décisions

concernant l'ouverture de la saison et d'établissements hôteliers est une décision souveraine qui sera examinée par les autorités supérieures.

Le ministre a estimé que les hôtels qu'il a inspectés dans la wilaya d'Oran "répondent aux normes internationales", indiquant que ce type d'établissements hôteliers "donne une perception du tourisme intérieur et de la destination Algérie".

Mohamed Ali Boughazi a inspecté, lors de cette visite, les travaux de construction d'un hôtel 5 étoiles, dont l'état d'avancement est de 80%, selon les explications fournies par ses gestionnaires qui ont déclaré que ce projet qui compte un centre de 200 locaux commerciaux, un parc de jeux aquatiques qui fourniront, une

fois entrée en exploitation, pas moins de 700 postes d'emploi directs. Le ministre a procédé à l'inauguration de 60 chambres et il a visité un hôtel s'appuyant à l'ouverture en son sein d'une école de musique et d'une salle des expositions d'art et d'artisanat.

Les responsables de l'hôtel ont affirmé qu'ils sont déterminés de persévérer à contribuer à la promotion de la culture, surtout après le succès de leur projet, à savoir un premier théâtre privé.

Mohamed Ali Boughazi s'est enquis du taux d'avancement des travaux du port de plaisance d'Ain Turck et a présidé l'ouverture d'une rencontre régionale des directeurs de secteur des wilayas côtières de l'Ouest, qui s'articule sur la préparation de la saison estivale.

MILA

Lancement des travaux de raccordement au réseau d'électricité de 47 exploitations agricoles

Les travaux de raccordement au réseau d'électricité rurale de 47 exploitations agricoles dans plusieurs communes de la wilaya de Mila ont été lancés dimanche par les cadres de la Direction des services agricoles (DSA) et de la concession de distribution de l'électricité et du gaz.

Dans la commune de Ouled Khelouf (Sud de Mila), l'opération concerne quatre (4) exploitations agricoles dont les forages et les bâtiments des élevages et de stockage seront ainsi ali-

mentés en électricité, selon les explications données sur site. Selon le représentant de la DSA, ce projet s'inscrit dans le cadre d'un programme national d'acheminement de l'électricité aux exploitations agricoles individuelles et collectives pour en promouvoir et développer les activités. Cinq cent cinq (505) exploitations agricoles ont besoin d'être raccordées à l'électricité dans la wilaya, selon le même cadre qui a précisé que 93 exploitations ont fait l'objet d'évaluation des

travaux nécessaires dont 47 ont ainsi connu l'engagement de leurs travaux dans une première tranche. Les dossiers de 349 autres exploitations ont été déposés au niveau des services de la concession de distribution de l'électricité et du gaz qui en a lancé les études nécessaires de raccordement, a ajouté la même source.

Lakhdar Benaïssa, producteur de céréales et fourrages et éleveurs de bovins et ovins à mechta Hassi Berkouk dans la commune d'Ou-

led Khelouf, a indiqué que le raccordement au réseau d'électricité des exploitations constituera "un puissant soutien" à l'activité agricole et au retour des agriculteurs ayant quitté leurs terres ne parvenant plus à supporter les charges des groupes électrogènes fonctionnant au mazout.

Le même paysan a appelé les autorités à poursuivre le soutien des zones agricoles et rurales et leur désenclavement par l'ouverture de routes facilitant l'accès des agriculteurs à leurs terres.

ECONOMIE - INNOVATION L'Algérie a besoin d'une nouvelle catégorie d'entrepreneurs pour bâtir une économie nationale forte (ministre)



Le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'Economie de la connaissance et des start-up, Yacine El-Mahdi Oualid, a affirmé, dimanche à Tipasa, que l'Algérie a besoin d'une nouvelle catégorie d'entrepreneurs, pour bâtir une économie nationale forte.

"L'Algérie a besoin d'une nouvelle catégorie d'entrepreneurs d'élite pour bâtir une économie nationale forte, à travers des projets de qualité, alternatifs à l'économie de rente", a souligné le ministre dans une déclaration à la presse, lors de sa visite dans la wilaya.

Il a souligné, à ce titre, l'impératif de s'orienter vers l'économie numérique, devenue la locomotive qui dirige les économies, à travers le monde, faisant part de la volonté politique pour soutenir cette orientation, dont la concrétisation a été entamée à travers la création d'un Fonds national de financement des projets des start-up, entré effectivement en exploitation en décembre dernier. Depuis décembre dernier, le ministère délégué auprès du Premier ministre chargé de l'Economie de la connaissance et des start-up a réceptionné plus d'un millier de dossiers, au moment où il a été procédé au financement de 150 start-up, 100 projets innovants et 30 incubateurs, a indiqué, à ce propos, le directeur des start-up, Noureddine Ouadhah.

Le ministre délégué a rappelé que le Fonds national de financement des start-up est "une caisse d'investissement soumise à la règle du capital-risque", soulignant les efforts considérables consentis, par son département, pour encourager les particuliers à créer des caisses d'investissement.

Cette visite de M. Yacine El-Mahdi Oualid s'inscrit au titre d'une série de visites de terrain effectuées à travers le pays, pour rencontrer des étudiants porteurs de projets innovants.

Il a rencontré, dans ce cadre, des étudiants au niveau de l'université de Tipasa et du pôle universitaire de Koléa. Dans ses réponses aux interrogations des porteurs de projets, le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'Economie de la connaissance et des start-up a soutenu que la création d'un ministère en charge de l'Economie de la connaissance et des start-up, traduit la détermination de l'Etat et sa forte volonté d'instaurer le changement, notamment avec changement du modèle économique.

"Cette orientation représente un défi majeur, mais elle est inévitable vu que le savoir est le moteur principal de la croissance et qu'il n'existe pas d'économie du savoir sans l'économie numérique, devenue la locomotive des économies, à travers le monde", a, par ailleurs, observé le ministre.

En marge de ces deux rencontres, il a été procédé à la signature de deux conventions entre le ministère délégué auprès du Premier ministre chargé de l'Economie de la connaissance et des start-up et avec respectivement l'université de Tipasa et le pôle universitaire de Koléa, dans l'objectif de l'accompagnement des jeunes porteurs de projets, l'instauration de l'esprit entrepreneurial, et l'encouragement de l'innovation et de la création.

RENCONTRE SUR L'ÉTHIQUE DE L'ADMINISTRATION La réforme du Service public à même d'augmenter l'attractivité de l'Algérie en matière d'investissement (Rédha Tir)

Le président du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), Rédha Tir, a affirmé dimanche à Alger que la réforme de la gestion du Service public, notamment au niveau des services de l'Etat, permettra de donner une meilleure image du pays et augmenter son attractivité en termes d'investissement.

Dans une allocution lors de la Journée d'études sur "l'éthique dans l'Administration et l'entreprise publiques", ouvert par le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, le Président du CNESE a déclaré que estimé que la réforme de la gestion du Service public, notamment au niveau de certains services de l'Etat et ceux en lien avec le développement national dans ses divers aspects, l'investissement et le Commerce extérieur contribuera à la dynamisation économique et à l'amélioration du climat d'affaires. Cette réforme est à même, également, de donner une meilleure image du pays et augmenter son attractivité en termes d'investissement pour les partenaires et les opérateurs, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, a-t-il ajouté.

Evoquant le thème reten



u pour cette rencontre organisée par le CNESE et l'Ecole nationale d'administration (ENA), M.Tir a relevé "son importance cruciale" au regard de son lien fort et son impact sur la vie économique et sociale dans notre pays.

Le thème de l'éthique dans le Service publique s'impose par l'intérêt national afin de corriger ce qui a été sabordé par les

pratiques du passé, a expliqué M. Tir, ajoutant qu'il s'agit de l'une des accumulations résultant des précédentes périodes de gouvernance qui ont tant nuï à la réputation de l'Etat avec pour conséquence l'étiollement du lien de confiance entre le citoyen et l'administration.

A ce propos, M. Tir a plaidé pour la mobilisation de toutes les composantes

de l'Etat pour pallier à ce dysfonctionnement, rationaliser la gestion du Service public et promouvoir la qualité du Service public, notamment dans les services et entreprises publiques et dans les secteurs en lien direct avec le quotidien du citoyen.

Le président du CNESE a valorisé, à cette occasion, "l'intérêt majeur" qu'accorde le Gouvernement à la modernisation du mode de gestion du Service public.

Les travaux de cette rencontre se poursuivent par des conférences-débat sur nombre d'axes relatifs au thème de "l'éthique dans l'Administration et l'entreprise publiques", dont "l'éthique dans les systèmes de formation et d'enseignement", "la moralisation de la vie publique et le conflit d'intérêt", "l'éthique et la relance économique"...etc.

PAIEMENT PAR INTERNET Une progression de 247% au 1^{er} trimestre 2021 (GIE Monétique)

Le montant globale des paiements via internet en Algérie a enregistré une évolution "considérable" au terme du premier trimestre 2021 de l'ordre de 247,8% sur un an, boosté notamment par l'engouement vers ce type de transaction idéal dans le contexte de la pandémie.

Ce montant s'est établi à plus de 2,2 milliards de dinars durant la période janvier-mars, contre 634 millions de dinars à la même période de l'année précédente, a appris l'APS auprès du Groupe d'intérêt économique (GIE) Monétique.

Cette augmentation résulte d'une hausse du nombre total des transactions effectuées par des porteurs de cartes interbancaires (CIB) et celles d'Algérie Poste (Edahabia), qui a atteint 1.782.213 transactions durant le premier trimestre de l'année en cours, alors qu'il s'établissait à 404.449 opérations sur la même période de 2020, soit une évolution de plus de 340,65%.

Le secteur des télécoms a généré le plus de transactions avec un total de 1.619.622 opérations pendant les mois de janvier, février et mars 2021, suivi par celui des prestataires de services (réservations d'hôtel, formations, etc.)

qui a enregistré 97.677 transactions, toujours d'après le GIE Monétique.

Les activités liées aux services administratifs viennent en troisième position du classement des secteurs qui ont engendré des paiements électroniques, avec pas moins de 28.921 transactions, alors que le règlement des factures d'électricité et d'eau figure à la quatrième position, ayant généré 25.570 paiements en ligne.

Le bilan du GIE Monétique relève, en outre, la progression du paiement électronique pour l'achat de biens en ligne avec un cumul de 573 transactions au cours du premier trimestre 2021,

dont 465 pour le seul mois de mars.

Un chiffre nettement supérieur à la somme des transactions recensées dans ce domaine durant la même période de l'année 2020 (9 transactions), rapporte le GIE Monétique.

Le secteur des assurances est le seul à avoir connu un recul du nombre de paiements par Internet au cours de cette période avec un total de 971 transactions contre 3.229 transactions durant le premier trimestre 2020.

D'après les chiffres du GIE Monétique, les transactions par Internet ont quintuplé en 2020 pour atteindre 4.593.960 de transactions avec un montant global de 5,423 milliards de dinars contre 873.679 transactions et 1,576 milliards de dinars en 2019.

83 web-marchands en activité

Un total de 83 web-marchands actifs en Algérie au terme du 1^{er} trimestre 2021, soit 38 de plus qu'à la même période de l'année passée où leur nombre était de 45, d'après le même bilan.

Ce nombre comprend 4 opérateurs dans le secteur des télécoms, autant dans celui des transports, 13 acteurs dans le domaine des assurances, 8 web-marchands activant dans la distribution d'électricité et d'eau et 2 prestataires de services administratifs.

Le fait marquant dans les chiffres est le nombre de web-marchands dans le segment des prestataires de services qui s'élève à 23, derrière celui des vendeurs de bien qui a atteint les 29 à la fin du 1^{er} trimestre de l'année en cours.

L'augmentation du nombre des web-marchands est justifiée par le GIE Monétique par un travail de collaboration qu'il a effectué avec ses membres adhérents et la Société d'automatisation des transactions interbancaires et de monétique (SATIM) caractérisé par une campagne pour l'intégration de

nouveaux marchands à la plateforme de paiement sur internet.

Le GIE Monétique aspire à voir ce nombre accroître suite au lancement, le 4 avril dernier, du portail d'intégration à distance des web-marchands à la plateforme de paiement électronique nommé "CIB Web".

22 web-marchands ont demandé l'intégration de l'e-paiement à leurs sites, à travers ce nouveau portail, durant les dix premiers jours depuis son lancement.

REPORTAGE DES TRANSACTIONS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Le paiement par Internet en Algérie a poursuivi sa progression durant le premier trimestre 2021, une évolution qui a été plus marquée dans certains secteurs, notamment celui de vente de biens.

Voici l'évolution des activités du paiement par Internet par secteur durant le premier trimestre 2021 et l'année 2020 (Source: GIE Monétique) : Secteur/ Nombre de transactions au 1^{er} trimestre 2021

-Télécoms : 1.619.622 -Transports : 8.879 -Assurances : 971 -Electricité/Eau : 25.570 -Services administratifs : 28.921 -Prestataires de service : 97.677 -Vente de biens : 573

-Nombre total des transactions : 1.782.213 -Montant global : 2.204.836.081,42 dinars

Secteur/ Nombre de transactions en 2020 -Télécoms : 4.210.284 -Transports : 11.350 -Assurances : 4.845 -Electricité/Eau : 85.676 -Services administratifs : 68.395 -Prestataires de service : 213.475 -Vente de biens : 235

-Nombre total des transactions : 4.593 960 -Montant global : 5.423.727.074,80 dinars

PÉTROLE

Le Brent en légère hausse à 68,55 dollars

Les cours du pétrole étaient en petite hausse lundi, soutenus par les craintes pour l'approvisionnement aux Etats-Unis après la cyberattaque qui a contraint Colonial Pipeline, distributeur majeur de carburants aux Etats-Unis, à fermer son immense réseau d'oléoducs.

Ce lundi matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet valait 68,55 dollars à Londres, en hausse de 0,40% par rapport à la clôture de vendredi.

A New York, le baril américain de WTI pour le mois de juin gagnait 0,35%, à 65,13 dollars.

Les cours du brut sont soutenus "par la cyberattaque perpétrée contre la société Colonial Pipeline", en plus des perspectives d'amélioration de la demande mondiale, a estimé Ipek Ozkardeska, analyste. Un des plus grands opérateurs de gazoducs américains, Colonial Pipeline, a dû cesser toutes ses opérations ven-



dredi après avoir été victime d'une cyberattaque. La société achemine de l'essence et du diesel sur plus de 8.800 km de pipelines à travers les Etats-Unis et alimente aéroports, terminaux et stations services depuis les raffineries autour du Golfe du Mexique vers la côte Est américaine. "Il s'agit de l'une, sin on de la plus importante des artères énergétiques des Etats-Unis", a expliqué

l'analyste Michael Tran.

La société a indiqué dimanche rouvrir seulement une petite partie de ses lignes de distribution entre les terminaux.

Elle n'a pas donné de date de réouverture complète, pas plus que les autorités fédérales.

"Les investisseurs restent optimistes sur l'ensemble du secteur des matières premières et le pétrole ne fait pas exception", a indiqué de son côté Carlo Alberto, analyste.

Les deux contrats de référence évoluent à des niveaux relativement élevés, comparables à ceux des mois précédant la pandémie de Covid-19.

INDUSTRIE AUTOMOBILE

Les voitures électriques moins chères à produire que les thermiques d'ici 2027 (étude)

Les voitures et utilitaires électriques coûteront moins cher à construire que les véhicules à combustibles fossiles à partir de 2025, 2026 ou 2027 selon les catégories, et pourraient représenter 100% des ventes de véhicules neufs dans l'Union européenne d'ici 2035, selon une étude de Bloomberg New Energy Finance (BNEF).

"Les berlines et les SUV électriques seront aussi peu coûteux à produire que les véhicules à essence à partir de 2026, et les petites voitures suivront en 2027", selon l'ONG Transport et Environnement, qui a commandé cette étude.

Concernant les utilitaires, les modèles légers seront moins chers à fabriquer à partir de 2025 et les modèles lourds à partir de 2026, selon ces projections.

Les véhicules seront aussi "moins chers à l'achat, en moyenne, même

avant subventions" -- sans compter à terme les économies de carburant à l'usage.

Le prix hors taxes d'une berline électrique s'alignera ainsi vers 2026 sur le prix d'un véhicule thermique, autour de 20.000 euros, contre près de 40.000 euros pour la version électrique en 2020.

La baisse des coûts de production s'explique par "la baisse du coût des batteries ainsi que la mise en place de chaînes de production dédiées aux véhicules électriques", selon l'étude.

En l'état actuel des choses, les véhicules à batterie électrique représenteront 50% des ventes de véhicules neufs en Europe d'ici à 2030 et 85% en 2035.

Mais ils pourraient même représenter 100% des ventes de véhicules neufs d'ici 2035 à condition que "les législateurs renforcent les normes

de CO2 des véhicules et lancent d'autres politiques pour stimuler le marché, à l'instar d'un déploiement plus rapide des points de recharge", fait valoir l'ONG.

Transport et Environnement appelle ainsi à un "renforcement des normes d'émission de CO2 imposées aux constructeurs automobiles" et à "un quota de ventes d'utilitaires électriques" pour augmenter la quantité de modèles électriques sur le marché.

"Avec la baisse des prix des voitures électriques, le marché automobile se dirige naturellement vers une fin de vente des voitures thermiques en 2040.

Mais pour remplir nos objectifs climatiques, il faudrait que la dernière voiture diesel ou essence soit vendue en 2035", selon Diane Strauss, directrice France de Transport et Environnement.

IRAN - USA

La banque centrale iranienne exhorte les Etats-Unis à lever leurs sanctions

Le gouverneur de la Banque centrale d'Iran (CBI), Abdolnasser Hemmati, a déclaré dimanche que les Etats-Unis devaient lever leurs sanctions bancaires contre la République islamique d'Iran, a rapporté la télévision publique iranienne.

L'Iran insiste sur la suppression des sanctions bancaires, la considérant comme une condition sine qua non pour que l'Iran recommence à appliquer intégralement l'accord sur le nucléaire de 2015, également connu sous le nom de Plan d'action global conjoint (JCPOA), a indiqué M. Hemmati.

Dès que cela sera fait, l'Iran vérifiera que les sanctions contre la CBI et les autres banques iraniennes ont bien été



levées, et que les transferts d'argent par SWIFT et entre l'Iran et les autres grandes banques étrangères fonctionnent normalement, a déclaré M. Hemmati. "Nous procéderons à des vérifications de notre manière (...)

Personnellement, au vu de l'évolution des négociations, je suis optimiste", a-t-il affirmé.

Abbas Araçchi, le négociateur en chef iranien sur la question nucléaire, a annoncé vendredi que les Etats-Unis étaient prêts à lever une grande partie de

leurs sanctions contre l'Iran, mais que ce n'était pas encore suffisant.

En mai 2018, sous l'ancien président Donald Trump, le gouvernement américain s'est retiré du JCPOA et a réimposé unilatéralement des sanctions contre l'Iran.

En réponse aux mesures prises par les Etats-Unis, l'Iran a progressivement cessé de mettre en œuvre une partie des engagements contractés dans le cadre du JCPOA à partir de mai 2019.

Le 6 avril, la Commission mixte du JCPOA a repris ses réunions à Vienne, en Autriche, dans le but de faire revenir les Etats-Unis dans l'accord, et d'inciter l'Iran à recommencer à en observer toutes les clauses.

LIBAN

La Banque centrale envisage d'autoriser des retraits limités en dollars

Les Libanais dont les comptes bancaires en devises étrangères sont gelés depuis l'automne 2019 pourraient avoir accès à leurs fonds de manière limitée dès fin juin en vertu d'un plan élaboré par la Banque du Liban, mais "sous réserve" de l'adoption d'une loi.

La banque centrale libanaise "négocie à l'heure actuelle avec les banques libanaises (...) un mécanisme en vertu duquel les banques commenceraient à donner progressivement (à leurs clients) accès aux dépôts (...) dans toutes les devises", a-t-elle indiqué dimanche dans un communiqué.

Le Liban est en proie depuis un an et demi à une crise économique et financière inédite, marquée par un assèchement des liquidités en dollars et par une dévaluation historique de sa monnaie.

Après avoir progressivement abaissé le plafond des retraits en dollars puis interdit tout virement vers l'étranger, les banques libanaises ont totalement gelé à partir de mars 2020 les retraits en devises étrangères.

Les titulaires de ces comptes n'ont accès à cet argent qu'en le convertissant en livres libanaises et à un taux de change très inférieur à celui du marché noir.

Le dollar s'échange actuellement sur le marché noir à plus de 12.500 livres pour un dollar, contre un taux bancaire de 3.900 livres et un taux officiel de 1.507 livres.

Cette situation a notamment affecté les petits et moyens épargnants.

Mais cela pourrait changer car la BDL "a demandé aux banques de lui fournir des données en vue d'un plan qui consisterait à verser (aux épargnants) des sommes pouvant aller jusqu'à 25.000 dollars, en dollars américains ou en toute (autre) devise étrangère, ainsi que l'équivalent en livres libanaises", a-t-elle précisé, sans indiquer toutefois le taux de change qui serait retenu en cas de conversion en livres.

La banque centrale prévoit de lancer son projet "à partir du 30 juin", avec un étalement sur une période dont la durée n'a pas été divulguée.

Avec un bémol: il ne sera appliqué que "sous réserve de l'obtention d'une couverture légale".

La situation socioéconomique du Liban, sans gouvernement depuis août 2020, ne cesse de se dégrader.

Plus de 50% de la population vit sous le seuil de pauvreté tandis que l'inflation a dépassé 140% en 2020.

CORÉE DU SUD

Hausse de 11,5 % des ventes de voitures importées en avril

Les ventes de véhicules importés ont enregistré une hausse de 11,5% sur l'année en avril, a annoncé l'Association coréenne des importateurs et distributeurs automobiles (KAIDA).

Le nombre de voitures étrangères nouvellement immatriculées a atteint 25.578 unités le mois dernier après avoir été de 22.945 en avril 2020 malgré la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19), a relevé la KAIDA dans un communiqué relayé par l'agence de presse Yonhap.

Pour la période janvier-avril, les constructeurs automobiles étrangers ont vendu un total de 97.486 voitures, soit une croissance de 26% par rapport aux 77.614 unités écoulées au cours de la même période de l'année dernière.

CASBAH-ARTISANAT

Dris Zolo, plus d'un demi-siècle au service de la dinanderie



Après avoir développé un motif de gravure propre à lui au bout d'un demi-siècle consacré à la dinanderie, Dris Zolo, fils de Mohamed Zolo qui a formé de nombreux artisans à la Casbah d'Alger, est considéré aujourd'hui comme l'un des derniers artisans dinandiers de la ville d'Alger.

Dans son échoppe à la maison de l'artisanat de Oued Koreich, les visiteurs sont toujours subjugué par les plateaux, miroirs et différents récipients qu'expose ce dinandier qui use de son savoir-faire pour susciter la nostalgie chez ses clients.

Dans ce petit musée du métier, la plus ancienne pièce, réalisé par le patriarche, remonte à la fin des années 1940 alors que les distinctions de Dris tapissent les murs.

Avec son large sourire et ses lunettes, qui lui donnent un air très studieux, Dris Zolo est un artisan typique de la Casbah d'Alger qui a passé sa vie à façonner des pièces de cuivre et à préserver un mode de vie et un métier vieux d'un demi millénaire.

S'il s'approche des 70 ans, Dris garde un esprit jeune et vif et une volonté à toute épreuve pour promouvoir son métier.

Infatigable, il ne parle à longueur de journée de ses réalisations aux visiteurs, tout en évoquant avec beaucoup de nostalgie la Casbah d'Alger et tous les ustensiles en cuivre qui en emplissaient le quotidien.

Il regrette une époque pas si lointaine où la dinanderie de la Casbah d'Alger se vendait dans d'autres villes du pays comme Constantine, Oran et Tlemcen alors que d'autres petits plateaux se trouvaient facilement acquéreurs à l'étranger.

Né en 1954, dans une famille de dinandiers, Dris est aujourd'hui le dernier artisan de sa famille après de longues années passées dans une bâtisse de la basse Casbah qui s'est effondrée sous le poids des années en 1990 et dans un autre atelier près de Bab El Oued.

Ce métier il l'a appris à partir de 1967 auprès du regretté El Hachemi Benmira, qui a lui-même été un élève du père Mohamed Zolo, dans cet atelier de Zoujd Aïyoun dans la basse Casbah devenu par la force des choses un véritable centre de formation de dinandiers.

Aux yeux de Dris, son métier est aujourd'hui menacé par un changement du mode de consommation orienté vers l'industrie du plastique et le confort de l'électroménager, il confie également avoir été sévèrement touché la pandémie de coronavirus et l'arrêt de son activité pendant de nombreux mois.

Malgré les difficultés matériel et financières, il s'obstine à perpétuer ce métier et à inciter les jeunes à partager sa passion que beaucoup d'artisans ont abandonné ou nous ont quitté avec beaucoup d'amertume à l'image d'El Hachemi Benmira.

Sur les traces du patriarche

Le père de Dris Zolo, Mohamed est considéré comme une des dinandiers les plus en vue de la Casbah d'Alger de son époque.

Maître dinandier, il a formé de nombreux artisans depuis la fin des années 1950, à l'instar d'El Hachemi Benmira qui a rejoint l'atelier de la basse Casbah en 1958.

Mohamed Zolo avait ouvert son premier atelier dans le quartier de Zoujd Aïyoun après avoir appris et maîtrisé l'art de la dinanderie et de la gravure ancienne de Turquie et de Damas (Syrie).

Lui qui a appris les méthodes de travail traditionnelles, obligeait ses apprentis à en faire de même pour maîtriser à la perfection le travail manuel avant de passer au tour mécanique introduit après la seconde guerre mondiale.

Comme son fils plus tard, Mohamed Zolo avait aussi créé son propre motif de gravure appelé "laâroug" et la "Sniwa beaufresier", un plateau sans gravure qui porte le nom du quartier où il avait installé

MIGRATION - MÉDIAS

L'OIT lance son concours de presse consacré à l'impact de la Covid-19 sur la migration de main-d'œuvre

L'Organisation internationale du Travail (OIT) lance son concours mondial de presse annuel qui s'intéresse en sa 7ème édition particulièrement aux reportages sur "l'impact de la Covid-19 sur la migration de main-d'œuvre et le recrutement équitable", indique une note de presse de l'OIT.

Le concours concerne également les reportages sur les travailleurs domestiques migrants, alors que sera célébré cette année le 10ème anniversaire de l'adoption de la convention de l'OIT sur les travailleuses et les travailleurs domestiques, ajoute la même source.

L'objectif du thème retenu pour le concours est de "distinguer les reportages équitables et équilibrés qui contribuent à l'élimination de la xénophobie et de la discrimination envers les travailleurs migrants, et mettent en valeur leur apport positif à la société" d'accueil, souligne l'OIT. Le concours est ouvert aux journalistes professionnels et aux étudiants en journalisme et sera jugé par un panel d'experts en journalisme et en migration internationale, précisent les organisateurs qui notent que les candidatures gagnantes se ront



choisies selon les critères de "créativité, exactitude, équilibre et représentation positive de la migration de main-d'œuvre, avec un intérêt pour la protection des migrants".

"Les médias jouent un rôle important dans la lutte contre l'enracinement des comportements discriminatoires à l'égard des travailleurs migrants dans les

sociétés et sur les lieux de travail, grâce à des reportages transparents et à un journalisme éthique et bien documenté".

La pandémie de la Covid-19 a rappelé, une nouvelle fois, la nécessité d'une couverture médiatique de qualité", estime Michelle Leighton, cheffe du service des migrations de main-d'œuvre de l'OIT

et l'une des juges du concours.

Trois prix seront décernés à des journalistes professionnels et un prix à un étudiant en journalisme.

Les lauréats pourront choisir entre une somme d'argent (1.200 dollars dans la catégorie professionnelle et 500 dollars dans la catégorie étudiants) et une bourse pour participer à une formation en ligne du Centre international de formation de l'OIT de Turin sur le recrutement équitable ou la migration de main-d'œuvre en 2022, indiquent les organisateurs. Les inscriptions, qui s'étalent du 6 mai au 15 octobre 2021, pourront se faire via le formulaire d'inscription en ligne, alors que les gagnants seront annoncés en décembre 2021, dans le cadre de la célébration de la Journée internationale des migrants, selon la note de presse.

EL TARF

Deux morts et un blessé grave dans deux accidents de la circulation distincts

Deux personnes ont perdu la vie et une troisième a été grièvement blessée suite à deux accidents de la route distincts enregistrés, dimanche, à Ben M'Hidi (El Tarf) et sur un tronçon de l'autoroute Est ouest, du côté de la wilaya de Skikda, a indiqué le chargé de communication des services locaux de la protection civile.

Selon le lieutenant, Seifeddine Madaci, le premier accident s'est produit sur la RN 84 reliant la commune de Ben M'Hidi à celle de Sidi Kaci après qu'un quinquagénaire a été mortellement fauché par un véhicule.

La victime qui a rendu l'âme sur

place a été acheminée vers la morgue de la polyclinique de cette collectivité locale pour les besoins de l'autopsie, a ajouté la même source.

Le deuxième accident qui a occasionné la mort d'un jeune de 21 ans et des blessures graves à son accompagnateur, s'est produit aux environs de 1 heure 40 minutes, sur un tronçon de l'autoroute Est ouest du côté de Chachar, dépendant de la wilaya de Skikda, a déclaré le lieutenant, Madaci, précisant que les éléments de l'unité secondaire de Dréan relevant de la protection civile de la wilaya d'El Tarf s'ont intervenus suite à un dérapage d'un véhicule qui a

heurté un animal sauvage (loup).

Selon le chargé de communication de ce corps constitué, le blessé, atteint à différents endroits de son corps, a été secouru sur place avant de le transférer aux urgences de l'hôpital de cette ville.

L'autre victime, qui a péri sur place, a été transportée à la morgue de cette localité où l'autopsie d'usage sera effectuée, a-t-il noté fait savoir.

Deux (2) enquêtes ont été, par ailleurs, ouvertes par les services compétents pour déterminer les causes et les circonstances exactes de ces deux accidents, a-t-on conclu.

JIJEL

Apparition de physalies sur la plage de Sidi Abdelaziz et Béni Belaïd

Les services de la direction de la pêche et des productions halieutiques de Jijel ont lancé, des mises en garde à la suite de l'apparition de physalies appelée aussi la Galère portugaise, sur les deux plages de Sidi Abdelaziz et Béni Belaïd, a-t-on appris dimanche de cette direction.

La même source a précisé à l'APS que les services de la direction de la pêche ont identifié les animaux marins signalés dernièrement par des citoyens sur la plage de Sidi Abdelaziz dans la commune éponyme et sur celle de Béni Belaïd dans la commune de Kheiri Oued Adjoul, affirmant qu'il s'agit de méduses venimeuses appelées physalies (Physalia physalis) ou encore Galère portugaise et



Vessie de la mer. Les couleurs de ces méduses (bleue, verte, violette, rose) peuvent inciter certains curieux à les toucher ce qui provoquerait, même quand elles sont mortes, d'intenses brûlures accompa-

gnées de multiples symptômes pouvant aller chez certains sujets jusqu'à l'arrêt cardiaque", a encore mis en garde la même source. Elle a ajouté le toucher ou la piqure de physalies peuvent aussi causer "la

perte de conscience, une forte fièvre, une gêne respiratoire, des maux au ventre, des douleurs musculaires et des vomissements".

Les services de la direction de la pêche et des productions halieutiques ont appelé à éviter impérativement de toucher ces animaux marins et de se rendre immédiatement à la plus proche structure sanitaire en cas de piqure ou de toucher par ces physalies.

Ils ont également appelé à signaler les lieux d'apparition de ces animaux marins aux autorités locales et à la direction de la pêche pour leur permettre de prendre les mesures nécessaires et lancer des mises en gares aux citoyens.

MIGRATIONS

Plus de 1.400 migrants arrivent sur l'île italienne de Lampedusa

Plus de 1.400 migrants sont arrivés ce week-end à bord d'une quinzaine de bateaux sur la petite île de Lampedusa, dans le sud de l'Italie, ont rapporté les médias, tandis qu'une ONG a averti que des centaines d'autres personnes étaient en difficulté dans les eaux maltaises.

Près de 400 migrants de différentes nationalités, dont 24 femmes et des enfants, se trouvaient à bord d'un navire qui a été intercepté au large de Lampedusa, ont souligné les agences de presse italiennes.

Un autre bateau de 20 mètres de long transportant 325 personnes a été intercepté à quelque 13 km des côtes de cette île, tandis que des centaines d'autres migrants sont arrivés à bord d'embarcations plus petites.

L'ONG Alarm Phone, qui gère une ligne téléphonique d'urgence pour aller au secours aux migrants, a lancé un appel à l'aide pour recueillir les passagers de cinq bateaux transportant plus de 400 personnes au large de Malte. "La situation à bord est critique (...) Un sauvetage est nécessaire maintenant !", a souligné cette organisation.

Les autorités judiciaires siciliennes ont entretemps reconduit ce week-end une



mesure d'interdiction de toute intervention en mer du navire de sauvetage Sea-Watch 4 d'une ONG allemande qui avait dû le garder à l'ancre au port de Palerme, en Sicile (sud de l'Italie), pendant six mois, jusqu'en mars, à l'issue d'une inspection ayant permis de trouver trop de gilets de sauvetage à son bord par rapport à sa taille. Les

membres de l'ONG estiment que l'inspection était pour les autorités une manière détournée de bloquer le bâtiment et de l'empêcher de porter secours en mer aux migrants.

"Nous espérons que les autorités ne nous empêcheront pas de nous rendre en Méditerranée centrale avec les mêmes accusations

absurdes auxquelles nous sommes habitués", a tweeté vendredi Sea-Watch Italy au retour de sa dernière mission.

Un autre navire, Sea-Watch 3, avait été bloqué en mars par les garde-côtes au port sicilien d'Augusta, sous prétexte, une nouvelle fois, de problèmes de sécurité.

Malgré la crise sanitaire liée à la pandémie causée par le coronavirus, le mouvement de migration vers l'Europe s'est poursuivi, notamment à destination de l'Italie où les migrants espèrent trouver travail et perspectives.

Quelque 530.000 migrants ont atteint les côtes italiennes depuis le début de l'année 2015, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), une organisation intergouvernementale ayant son siège à Genève.

Entre le 1er janvier et le 21 avril 2021, 8.604 personnes sont arrivées en Italie et 65 à Malte, tandis que 359 ont péri en route, selon l'OIM.

ETATS-UNIS

Sept morts dans des tirs sur une fête d'anniversaire

Un homme a ouvert le feu dimanche pendant une fête d'anniversaire au Colorado, tuant six personnes avant de retourner l'arme contre lui, a annoncé la police.

La police de Colorado Springs a reçu le matin un appel d'urgence provenant d'un parc de mobile homes, où elle a trouvé six adultes tués par balle et un homme grièvement blessé.

Ce dernier a été transporté à l'hôpital où il est mort de ses blessures.

Les premiers éléments de l'enquête ont révélé que les tirs ont éclaté dans une des maisons mobiles, où des familles étaient réunies pour fêter un anniversaire.

"Le suspect, petit ami d'une femme figurant parmi les victimes, s'est rendu sur les lieux en voiture, a commencé à tirer sur les convives puis s'est tué", a déclaré la police dans un communiqué.

"Nous enquêtons toujours pour déterminer le mobile." Aucun des enfants présents n'a été blessé, selon la police, et tous ont été recueillis par des membres de leur famille. Les victimes n'ont pas été publiquement identifiées. Les Etats-Unis ont connu ces dernières semaines une série d'attaques à l'arme à feu: sur un site du service de livraison FedEx à Indianapolis, un immeuble de bureaux en Californie, un magasin d'alimentation à Boulder, au Colorado, et dans plusieurs spas à Atlanta. Le président américain Joe Biden a qualifié le mois dernier la violence par arme à feu aux Etats-Unis d'"épidémie" et de "honte internationale".

Plus de 43.000 décès par arme à feu ont été répertoriés aux Etats-Unis l'an dernier, suicides compris, selon les chiffres de Gun Violence Archive, une association de recherche sur les violences par armes à feu.

56085/510 /330 APS 100827 ALG May 21 NNNN GAPS 0069 2 00Y 257 France Une employée tuée dans l'explosion d'une centrale électrique en Nouvelle-Calédonie NOUMEA, 10 mai 2021 - Une employée a été tuée lundi matin à la suite de l'explosion de la centrale électrique qui alimente l'usine métallurgique de la Société Le Nickel (SLN) en Nouvelle-Calédonie, archipel français du Pacifique sud, a annoncé lundi l'opérateur de l'unité. Grièvement blessée dans l'explosion, l'employée a succombé à ses blessures, selon la même source.

L'explosion, dont les origines font actuellement l'objet d'investigation, s'est produite lundi à 08H00 (heure locale) à la centrale électrique au fuel, qui alimente l'usine métallurgique de la Société Le Nickel (SLN) en Nouvelle-Calédonie, archipel français du Pacifique sud, a annoncé lundi l'opérateur de l'unité. Grièvement blessée dans l'explosion, l'employée a succombé à ses blessures, selon la même source.

Une agente d'Enercal, qui gère l'unité de 150 Megawatts, a succombé en début d'après-midi à ses blessures à l'hôpital territorial, a indiqué dans un communiqué l'entreprise, qui a adressé son soutien aux proches de la victime.

"L'ensemble des préconisations techniques ont été mises en place pour sécuriser le site.

(...) Les installations sont maintenant en sécurité. Une enquête est en cours," a déclaré à la presse Nicolas de Cointet, directeur des opérations d'Enercal.

L'accident s'est produit sur une des quatre chaudières, lors d'une phase de tests de remise en service après une révision de cette centrale vieillissante et polluante, construite il y a environ 50 ans.

Maintes fois différé, le projet de construction d'une nouvelle centrale au gaz pourrait voir le jour d'ici 2024. La SLN

est le premier employeur privé de Nouvelle-Calédonie, et a produit l'an dernier 47.000 tonnes de ferronickel.

55016/155/510 /330 1651 ZCZC GAPS 0042 2 00J 254 Canada Un homme tué dans une fusillade à l'aéroport de Vancouver TORONTO (Canada), 10 mai 2021 - Un homme a été tué par balle dimanche dans une fusillade à l'aéroport international de Vancouver, dans la province de la Colombie-Britannique (ouest du Canada), a indiqué la police.

La scène a eu lieu dans l'après-midi près du terminal des départs de l'aéroport, situé à Richmond, au sud de Vancouver, a expliqué sur Twitter l'Equipe intégrée d'enquête sur les homicides. Des policiers ont été déployés sur place, a-t-elle précisé.

La police est intervenue vers 15 heures après le signalement de plusieurs coups de feu et est actuellement à la recherche d'un ou de plusieurs suspects, selon la radio publique Radio Canada.

Les policiers ont "intercepté un véhicule en fuite et ont reçu des coups de feu de la part des suspects" mais aucun agent n'a été blessé, a précisé la police de Richmond sur Twitter. Les suspects sont en fuite, a-t-elle ajouté. Le ministre de la Sécurité publique Bill Blair a précisé sur Twitter que "la police locale enquête" et a fait un lien entre la fusillade et la violence des gangs.

"Mes pensées vont aux communautés du Lower Mainland qui ont été trop souvent touchées par la violence liée aux armes et aux gangs, en particulier au cours de la semaine dernière," a-t-il dit.

Les activités à l'aéroport sont "revenues à la normale," selon la police.

La situation est "maîtrisée" et l'aéroport "est ouvert et sûr," ont précisé les autorités aéroportuaires sur Twitter.

GRÈCE

Réouverture de toutes les écoles

Les écoles primaires et maternelles ainsi que les collèges de toute la Grèce ont rouvert lundi, quatre semaines après les lycées, au terme de six mois de fermeture due aux mesures de confinement. Avant leur rentrée dans l'établissement, les élèves comme le corps enseignant et administratif doivent présenter deux fois par semaine, lundi et jeudi, le résultat négatif de leurs auto-tests disponibles gratuitement dans les pharmacies. Les écoliers ainsi que les collégiens ont ainsi repris le chemin de l'école lundi matin. Les lycées avaient déjà rouvert selon les mêmes modalités le 12 avril. Tous les établissements scolaires de Grèce avaient fermé le 7 novembre dernier avec la mise en place d'un confinement strict, et les cours étaient depuis dispensés en ligne.

Durant ces six mois, les écoles primaires et collèges n'avaient rouvert que quelques jours, avant de refermer leurs portes en raison de la situation sanitaire.

Le gouvernement grec avait commencé en avril à alléger les mesures de restrictions prises en novembre en autorisant la réouverture de la plupart des commerces de détail à l'exception des galeries marchandes.

Les terrasses des cafés et des restaurants ont pu rouvrir le 3 mai.

Ce week-end, les plages privées ont accueilli de nouveau des visiteurs, tandis que les musées rouvriront le 14 mai, les cinémas en plein air le 21 mai avec une capacité réduite et les théâtres le 28 mai.

Mais le pays attend avec impatience surtout l'ouverture de la saison touristique le 15 mai. Plus de 20% de son PIB dépend de ce secteur. La Grèce a été durement touchée par la troisième vague de la pandémie, la grande majorité des plus de 10.000 morts dues au Covid-19 ayant été enregistrées au cours des derniers mois. Un total de plus de 350.000 cas a été enregistré pour une population de 10,8 millions d'habitants. Plus de 3,4 millions de vaccinations ont été pratiquées et plus d'un million de personnes ont reçu leur deuxième dose.

NOUVELLE ZÉLANDE

Trois personnes grièvement blessées lors d'une attaque dans un supermarché

Un homme armé a poignardé lundi quatre personnes dans un supermarché néo-zélandais, et trois d'entre-elles ont été grièvement blessées, selon les autorités.

La police a indiqué que les faits se sont produits dans un supermarché à Dunedin, une ville située au sud de ce pays habituellement très pacifique.

Des témoins ont affirmé que l'homme, muni de deux couteaux, a poignardé des employés du supermarché et que des clients qui tentaient d'intervenir ont été blessés.

Un commandant de police a qualifié cet incident d'"attaque aléatoire" et affirmé que l'auteur présumé, qui a été placé en détention, comparaitra mardi devant un tribunal.

La Nouvelle-Zélande demeure traumatisée par l'attaque des mosquées Christchurch au cours de laquelle un suprémaciste blanc avait ouvert le feu, tuant 51 fidèles.

Depuis, le gouvernement néo-zélandais a durci la législation en matière d'armes à feu.

AFRIQUE DU SUD

Arrestation d'un ressortissant zimbabwéen en possession de 23 lingots d'or

Un ressortissant zimbabwéen a été arrêté, dimanche, par la police de l'aéroport international OR.

Tambo de Johannesburg en possession de 23 lingots d'or d'une valeur estimée à 750 mille dollars.

Le suspect, âgé de 33 ans, a été arrêté par l'Unité d'enquête sur les crimes organisés (Hawks) après avoir essayé d'introduire cette quantité d'or en Afrique du Sud, a indiqué Philani Nkwilase, un porte-parole de la police sud-

africaine. Il a ajouté qu'à son arrivée à Johannesburg en provenance de la capitale zimbabwéenne Harare, le voyageur a été prié de scanner ses bagages à la section des douanes ce qui a permis de détecter 23 pièces d'or.

Les autorités de l'aéroport ont constaté que le prévenu n'a pas déclaré ses articles et n'a aucun permis ou licence pour être en possession ou transporter de l'or, ce qui a nécessité l'intervention des Hawks pour procéder à son

arrestation, a poursuivi M. Nkwilase. Le suspect devrait comparaître lundi devant le tribunal régional de Kempton Park (nord-est de Johannesburg) pour avoir enfreint les lois des douanes en vigueur sur les métaux précieux.

En janvier dernier, trois voyageurs en provenance de Madagascar avaient été arrêtés à l'aéroport de Johannesburg en possession de lingots d'or pesant 73,5 kg.

ILLIZI

Campagne de dépistage précoce du cancer du col de l'utérus

Un programme de dépistage précoce du cancer du col de l'utérus vient d'être lancé au niveau des maternités relevant de l'établissement public de santé de proximité d'Illizi, a-t-on appris dimanche auprès du service d'épidémiologie et de la prévention à la Direction de la Santé et de la population (DSP) de la wilaya.

Encadrée par un staff médical spécialisé en médecine préventive et en gynécologie-obstétrique, l'initiative a donné lieu à l'organisation de consultations spécialisées gratuites, a expliqué le chef de service d'épidémiologie à la DSP, Dr. Yacine Dib. L'opération permettra un dépistage précoce de cette pathologie chez les femmes pour une meilleure prise en charge des cas malades, notamment celles manifestant cette pathologie à ses premiers stades, tandis que les cas complexes seront orientés vers les centres anticancéreux spécialisés dans d'autres régions du pays, a-t-il ajouté. Relancé après une suspension de plus d'une année en raison de la pandémie du Coronavirus, le programme préventif de la DSP d'Illizi vise la réduction d'éventuels cas de cancer, à travers son dépistage précoce pour une meilleure prise en charge du malade. Devant s'étaler jusqu'à la fin de l'année en cours, le programme prévoit également de prodiguer des conseils sur la maladie et les voies préventives et de prise en charge des malades, l'animation de sessions d'information et de sensibilisation des femmes pour les inciter à effectuer les consultations et le dépistage précoce volontaire.

THALASSÉMIE

Plaidoyer pour la mise en place d'un réseau de soins intégré

Des hématologues, des pédiatres et des médecins-transfuseurs ont plaidé pour la mise en place d'un réseau de soins englobant toutes les spécialités entrant dans le cadre de la prise en charge de la thalassémie à l'échelle nationale.

La thalassémie est une maladie héréditaire chronique du globule rouge due à une anomalie de l'hémoglobine.

Elle est responsable d'une anémie, d'une fatigue et d'un retard de croissance et d'autres complications, en absence de transfusion sanguine le malade dans la forme majeure décède avant l'âge de l'adolescence.

Les complications de la maladie se manifestent notamment par une forte anémie, des essoufflements, une fatigue chronique, des déformations osseuses, une carence en acide folique et en vitamine B12, et une splénomégalie (une hypertrophie de la rate), résultat d'une surcharge en fer.

A l'occasion de la Journée mondiale de la thalassémie, célébrée le 8 mai, la cheffe de service pédiatrie au Centre hospitalo-universitaire (CHU) Mustapha Pacha, Pr.

Rachida Boukhari a indiqué que la prise en charge des enfants thalassémiques était assurée auparavant au niveau du centre d'hémodiologie et de transfusion sanguine avant son transfert au service pédiatrie "à la fin des années 1990 suite à la réorganisation des soins, une démarche qui a contribué avec le temps à l'amélioration de la prise en charge".

La pédiatrie du CHU Mustapha accueille 100 enfants issus de différentes wilayas pour des séances de transfusion tous les 21 jours en vue de maintenir le taux d'hémoglobine à un niveau favorable à une croissance normale, et permettant à ces jeunes patients de mener une vie normale, voire de poursuivre leurs études, a souligné Pr.

Boukhari, appelant la tutelle à mettre en place "un réseau intégré de soins englobant les spécialités entrant dans le cadre de la prise en charge de la thalassémie à l'échelle nationale".

La spécialiste a valorisé, dans ce sens, la bonne prise en charge des enfants thalassémiques et la disponibilité de l'hémoglobine grâce à la proximité de son service du centre de transfusion sanguine du CHU Mustapha Pacha, au moment où des services pédiatriques dans d'autres



établissements sont dans "l'incapacité totale", a-t-elle dit, d'assurer une telle prise en charge, en raison de l'absence ou de l'indisponibilité de centre de transfusion sanguine capable de préparer l'hémoglobine".

Par ailleurs, Pr. Boukhari a expliqué que l'hyperferritinémie ou la surcharge en fer résultant du traitement transfusionnel "peut affecter plusieurs organes du corps du patient thalassémique, en dépit des soins palliatifs, précisant que dans certains cas, un suivi est nécessaire dans d'autres spécialités, comme la cardiologie et l'endocrinologie pour prévenir les effets secondaires de cette saturation en fer.

Evocant les problèmes rencontrés par les malades, elle a cité l'absence de spécialités en la prise en charge des patients adolescents, faisant état de 25 jeunes au niveau du service pédiatrie du CHU Mustapha Pacha "en raison de l'absence de spécialités en la prise en charge à cet âge à l'échelle nationale".

Concernant les taux de réussite de ces patients sur les plans scolaire et professionnel, Pr. Boukhari a indiqué que "50% des thalassémiques qui suivent un traitement régulier, mènent une vie normale et que beaucoup ont réussi sur dans leurs études et travail en dépit du poids de la maladie.

Des modèles que les médecins de la clinique mettent en avant pour les enfants qui sont au début de leur processus scolaire, et ce, dans l'objectif de les encourager à surmonter les difficultés de leur maladie, a-t-elle déclaré.

"Le staff médical veille, en application

BILAN CORONAVIRUS

184 nouveaux cas, 134 guérisons et 7 décès

Cent quatre-vingt-quatre (184) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 134 guérisons et 7 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué lundi un communiqué du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.

Le total des cas confirmés de Coronavirus s'élève ainsi à 124 288, dont 184 nouveaux cas, celui des décès à 3335 cas, alors que le nombre de patients guéris a atteint 86 554 cas, a précisé le communiqué.

Par ailleurs, 22 patients sont actuellement en soins intensifs, a ajouté la même source.

En outre, 29 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 14 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, alors que 5 wilayas ont recensé plus de 10 cas.

Le ministère de la Santé rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.



"inexistante" en raison de l'absence de centres spécialisés.

Selon Dr Ben Ali Khoudja, le Centre anti-cancer Pierre et Marie Curie (CPMC) "reste le seul à pratiquer les greffes de cellules souches chez les personnes adultes, ce qui place les thalassémiques sur une interminable liste d'attente.

L'introduction du nouveau traitement et le lancement de la greffe de cellules souches restent des perspectives prometteuses, a-t-elle ajouté. De son côté, le chef du service d'hémodiologie et de transfusion sanguine du CHU Mustapha Pacha, Pr. Issam Frigaa a affirmé, sur la base de données de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), que 1,5% de la population mondiale est porteuse du trait thalassémique et que 60000 enfants, atteints de la forme majeure, naissent chaque année, ainsi la prévalence variée entre 1,6 à 3 %, considérant que la maladie est fréquente en particulier dans le pourtour méditerranéen.

Le centre d'hémodiologie et de transfusion sanguine du CHU Mustapha accorde une importance particulière à la thalassémie en assurant le diagnostic de laboratoire qui enregistre des nouveaux cas chaque semaine en particulier dans le cadre des enquêtes familiales, a fait savoir Pr. Frigaa qui ajoute que le centre dispose également d'une banque de sang réservée et adaptée aux thalassémiques qui nécessitent une transfusion régulière chaque 03 à 04 semaines.

D'autre part, le chef du service de transfusion sanguine et de la banque de sang du CHU Hassani Isaad (Bani Messous), Pr. Salim Nekal a appelé les futures couples, en particulier ceux qui ont des liens de parenté, à faire un bilan prénuptial (électrophorèse de l'hémoglobine) pour éviter d'avoir des enfants thalassémiques.

Soulignant la nécessité de tirer les enseignements de pays qui sont parvenus à maîtriser la maladie grâce à la prévention et au diagnostic précoce, il a appelé à l'aménagement des centres de transfusion sanguine "de manière à assurer, aux malades, une prise en charge optimale et un meilleur quotidien".

Le CHU de Beni Messous assure le suivi de quelque 300 thalassémiques de différentes catégories d'âge, a-t-il rappelé.

PANDEMIE DE CORONAVIRUS

LA PANDÉMIE DE CORONAVIRUS DANS LE MONDE

Au moins 3.294.812 morts

Le Covid-19 a fait au moins 3.294.812 morts dans le monde depuis l'apparition de la maladie fin décembre 2019 en Chine, selon un bilan annoncé lundi par des sources officielles.

Plus de 158.221.430 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués depuis le début de l'épidémie.

La grande majorité des malades guérissent, mais une part encore mal évaluée conserve des symptômes pendant des semaines, voire des mois.

Sur la journée de dimanche, 10.378 nouveaux décès et 686.590 nouveaux cas ont été recensés dans le monde. Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont l'Inde avec 3.754 nouveaux morts, le Brésil (1.024) et la Colombie (495). Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 581.755 décès pour 32.707.993 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins. Après les Etats-Unis, les pays les plus



touchés sont le Brésil avec 422.340 morts et 15.184.790 cas, l'Inde avec 246.116 morts (22.662.575 cas), le Mexique avec 218.985 morts (2.365.792 cas), et le Royaume-Uni avec 127.605 morts (4.434.860 cas).

Parmi les pays les plus durement touchés, la Hongrie est celui qui déplore

le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 295 décès pour 100.000 habitants, suivie par la République tchèque (277), la Bosnie (268), le Monténégro (245) et la Macédoine du Nord (244).

L'Europe totalisait 1.092.979 décès pour

51.550.082 cas, l'Amérique latine et les Caraïbes 954.972 décès (29.931.605 cas), les Etats-Unis et le Canada 606.381 décès (33.994.659 cas), l'Asie 379.747 décès (29.970.589 cas), le Moyen-Orient 135.224 décès (8.094.629 cas), l'Afrique 124.449 décès (4.635.864 cas), et l'Océanie 1.060 décès (44.011 cas).

Depuis le début de la pandémie, le nombre de tests réalisés a fortement augmenté et les techniques de dépistage et de traçage se sont améliorées, entraînant une hausse des contaminations déclarées.

Le nombre de cas diagnostiqués ne reflète toutefois qu'une fraction du total réel de contaminations, une part importante des cas les moins graves ou asymptomatiques restant toujours non détectée.

ETATS-UNIS

Le nombre de décès a été sous-estimé (Fauci)

Les Etats-Unis ont sous-estimé le nombre de décès causés par la COVID-19, a déclaré dimanche Anthony Fauci, le principal spécialiste américain des maladies infectieuses. "Vous savez, le modèle dit que c'est un nombre important, comme vous l'avez correctement mentionné, 900.000.

C'est un peu plus que ce que j'aurais pensé. Mais, vous savez, parfois

les modèles sont plutôt précis, parfois ils sont un peu décalés", a répondu M. Fauci dans une émission télévisée lorsqu'on lui a demandé s'il pensait que le nombre réel de décès était aussi élevé que la révélation d'une nouvelle étude de l'université de Washington.

"Mais je pense qu'il n'y a aucun doute que nous avons sous-évalué (le nombre de décès). Ce que cela nous

dit, c'est quelque chose que nous savions déjà.

Vous savez, nous vivons une pandémie historique telle que nous n'en avons pas vu depuis plus d'une centaine d'années", a-t-il dit.

Les Etats-Unis ont officiellement recensé un total de 32.707.359 cas avec 581.752 décès à la date de dimanche, selon le décompte effectué par l'université Johns Hopkins.

INDE

366 161 nouveaux cas en 24 heures

Le total de cas de COVID-19 en Inde est passé à 22.662.575 lundi, après que 366.161 nouveaux cas ont été enregistrés dans le pays au cours des dernières 24 heures, a déclaré lundi le ministère de la Santé.

Par ailleurs, 3.754 décès ont été signalés dans le pays depuis dimanche matin, portant le bilan à 246.116 morts à ce jour. C'est la première fois après quatre jours consécutifs que le nombre d'infections quotidiennes est passé sous la

barre des 400.000, et la première fois après deux jours consécutifs que celui de décès en une journée est passé sous la barre des 4.000.

Il y a encore 3.745.237 cas actifs dans le pays, avec une augmentation de 8.589 cas actifs en date de dimanche.

Au total, 18.671.222 personnes ont été guéries jusqu'à présent dans le pays.

Les chiffres de la COVID-19 continuent d'atteindre des sommets en Inde, alors que le

gouvernement fédéral a exclu un confinement complet pour contenir l'aggravation de la situation, bien que certains Etats aient imposé des couvre-feux de nuit ou des confinements partiels.

La région de Delhi a été placée sous son troisième confinement successif jusqu'au 17 mai. Certains examens scolaires ont été annulés ou reportés en raison de la situation épidémique. Plus de 170 millions de doses de vaccin

(170.176.603) ont été administrés en Inde depuis le lancement de la campagne de vaccination nationale le 16 janvier. Par ailleurs, le gouvernement a renforcé les installations de dépistage dans tout le pays. Selon les dernières données publiées lundi par le Conseil indien de la recherche médicale (ICMR), 303.750.077 tests ont été effectués jusqu'à dimanche, dont 1.474.606 au cours de la seule journée de dimanche.

LIBAN

570 nouveaux cas de COVID-19 et 26 décès supplémentaires

Le Liban a enregistré dimanche 570 nouveaux cas de COVID-19, portant le total des infections dans le pays à 532.839, a rapporté le ministère de la Santé. Dans le même temps, le nombre

de décès liés au coronavirus est passé à 7.486, avec 26 nouveaux décès.

A peine 4% de la population libanaise a jusqu'à présent reçu deux injections d'un vaccin contre la COVID-19. Ce

taux devrait cependant augmenter sous peu, car le pays recevra deux millions de doses du vaccin de Pfizer-BioNTech au mois de juin. Le Liban lutte contre la pandémie depuis le 21 février 2020.

CHINE

La Chine va marquer sa frontière au sommet de l'Everest

La Chine va installer une "ligne de démarcation" au sommet de l'Everest afin d'éviter tout risque de contamination au Covid-19 par des alpinistes en provenance du Népal.

La Chine, premier pays frappé par la pandémie dès la fin de 2019, a largement endigué la maladie dès le printemps 2020 et redoute désormais un retour des infections depuis l'étranger. Alors que les fron-

tières sont pratiquement fermées depuis mars 2020, le pays entend désormais étendre sa surveillance au sommet enneigé du Toit du monde, qu'il partage avec le Népal à 8.848 mètres d'altitude. Des guides de haute montagne vont ainsi installer une ligne de démarcation au sommet avant d'autoriser des alpinistes à attaquer l'ascension du côté chinois (nord), a rapporté

dimanche l'agence Chine nouvelle. Selon l'agence de presse officielle, l'annonce a été faite lors d'une conférence de presse par le chef de l'Association tibétaine d'alpinisme. Chine nouvelle n'a pas précisé comment Pékin entendait concrètement marquer son territoire sur l'étroit sommet de la plus haute montagne du monde, où seuls quelques alpinistes peuvent tenir en même temps. Les res-

ponsables tibétains cités par l'agence ont assuré qu'ils prendraient "les mesures les plus strictes de prévention épidémique" pour éviter tout contact avec des grimpeurs venus du sud. Le Népal, voisin de l'Inde, est durement frappé par une deuxième vague épidémique, alors que l'Etat himalayen comptait relancer son tourisme cet été après une saison 2020 réduite à néant.

VACCINS

L'approbation par l'OMS du vaccin chinois ouvre la voie à une augmentation de l'offre mondiale (OMS)

L'approbation par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) d'un vaccin chinois contre la COVID-19 a été saluée comme une étape importante par le Dr Gauden Galea, représentant de l'OMS en Chine.

L'OMS à Genève a annoncé vendredi la décision d'inscrire sur la liste des utilisations d'urgence le vaccin contre la COVID-19 produit par "Beijing Bio-Institute of Biological Products Co. Ltd", filiale de China National Biotec Group.

"Nous espérons que d'autres vaccins produits en Chine bénéficieront d'une telle reconnaissance à l'avenir, et pas seulement pour la COVID-19", a déclaré M. Galea.

Cela marque un nouveau chapitre dans le rôle de la Chine concernant l'approvisionnement mondial en biens publics dans le domaine de la santé, en s'appuyant sur ses capacités de recherche, de développement et de fabrication, ainsi que sur son engagement à contribuer de manière substantielle à la santé mondiale, a-t-il ajouté.

La décision très attendue de placer le vaccin sur la liste d'utilisation en urgence par l'OMS indique à la fois au pays et à l'étranger que le vaccin est de qualité garantie, sûr pour l'utilisation, qu'il répond aux exigences de l'OMS en matière d'efficacité et qu'il sera un outil important dans la lutte contre la pandémie mondiale, a-t-il noté.

L'étape franchie aujourd'hui devra encourager une contribution encore plus importante de la Chine dans l'approvisionnement mondial ainsi qu'à l'équité en matière de vaccins, a-t-il ajouté.

ALLEMAGNE

Vaccin anti-Covid : l'Allemand BioNTech veut installer une usine de fabrication à Singapour

Le laboratoire allemand BioNTech a annoncé lundi son intention d'installer à Singapour une usine de production d'ARNm dont seront tirées plusieurs centaines de millions de doses du vaccin contre le Covid-19.

BioNTech prévoit de "mettre en place une installation de production d'ARNm entièrement intégrée à Singapour" afin d'être en mesure de "faire face rapidement aux dangers potentiels de pandémie si nécessaire", selon un communiqué.

L'entreprise de Mayence, alliée à l'américain Pfizer dans le développement du vaccin, compte également baser son siège social pour l'Asie du Sud-Est à Singapour.

Sous réserve de l'obtention de l'approbation nécessaire, BioNTech s'attend à ce que le futur site, avec une production d'ARNm hautement automatisée, soit opérationnel en 2023 et crée jusqu'à 80 emplois à Singapour.

Il s'agira pour BioNTech de la première usine installée hors d'Europe, après celle qu'il exploite à Marbourg, en Allemagne. Son partenaire Pfizer détient lui un site de production aux Etats-Unis et un autre en Europe, à Puurs, en Belgique.

"Avoir différents nœuds dans notre réseau de production est une étape stratégique importante dans l'expansion de notre présence mondiale", déclare Ugur Sahin, PDG et cofondateur de BioNTech, dans un communiqué.

L'ouverture d'une succursale BioNTech en Asie du Sud-Est représente une nouvelle étape dans l'expansion internationale de l'entreprise de biotechnologies suite à l'ouverture d'un siège social américain à Cambridge, Massachusetts.

BioNTech a affirmé la semaine dernière pouvoir produire jusqu'à 3 milliards de doses cette année et plus de 3 milliards l'année prochaine.

Après la proposition américaine de lever les brevets des vaccins anti-Covid, les patrons de BioNTech et de Pfizer ont jugé que cela ne permettrait pas d'accroître la production de leur sérum, particulièrement complexe à fabriquer.

NUTRITION

L'addiction au sucre, ça existe !

Etre accro au sucre n'a rien d'étonnant car les aliments riches en glucides activent la même zone du cerveau que certaines drogues dures.

Nous sommes nombreux à craquer dans la journée pour des bonbons, des barres chocolatées ou d'autres friandises, au point parfois d'avoir de véritables envies irrésistibles. Serait-on dépendant au sucre ? La question a déjà fait couler beaucoup d'encre chez les experts, mais une nouvelle étude dirigée par l'École de médecine de Harvard semble indiquer que l'addiction au sucre, cela existe bel et bien.

Le Dr Belinda Lennerz, endocrinologue, et son équipe, dont l'étude vient d'être publiée sur le site américain The Conversation ont cherché à savoir si le fait de ne pas pouvoir s'empêcher de manger des aliments sucrés, même sans voir faim, pouvait être considéré comme une addiction. Pour cette étude, ils ont donc créé deux sortes de milkshakes : l'un à base de produits à index glycémique élevé (donc provoquant un pic rapide puis une chute du taux de

sucre dans le sang) et l'autre à base de produits à index glycémique bas (qui provoque relativement peu de modification du taux de sucre dans le sang).

Mais tous deux avaient le même goût et la même saveur sucrée. Ils ont ensuite proposé ces milkshakes à 12 hommes en surpoids, plusieurs jours de suite et dans un ordre aléatoire.

Ils ont alors constaté que quatre heures après avoir consommé le milkshake à IG haut, les hommes avaient beaucoup plus faim qu'avec le milkshake à IG bas. Mais ils ont surtout observé, grâce à un IRM, que les milkshakes très sucrés activaient la même zone du cerveau que certaines drogues dures comme l'héroïne ou la cocaïne.

« Cette découverte indique que l'addiction au sucre peut bel et bien exister chez certaines personnes », explique le Dr Lennerz. « Alors que la nourriture est avant



tout essentielle à la vie, de nombreuses personnes mangent bien plus que le nombre de calories dont leur corps a besoin pour bien

fonctionner et ne peuvent s'empêcher de vider le frigo ou le placard. Cette découverte devrait nous permettre de repenser cer-

taines approches nutritionnelles, notamment chez les personnes qui n'arrivent pas à perdre du poids ».

Manger sucré augmenterait le risque de cancer du sein

Les femmes qui mangent beaucoup de sucre auraient un risque plus élevé de souffrir d'un cancer du sein, selon une étude américaine publiée dans le Journal of the National Cancer Institute. Une étude américaine révèle que les femmes qui mangent beaucoup de sucres courent plus de risques que les autres de souffrir d'un cancer du sein. Publiée dans le numéro de décembre du

Journal of the National Cancer Institute, l'étude passe en revue plus de 93.000 cas de femmes. En conclusion, il existe un lien entre les taux élevés d'insuline, une hormone sécrétée pour réguler le taux de sucre dans le sang, et le risque de cancer du sein. Le docteur Servan Schreiber, spécialiste de la lutte contre le cancer via l'alimentation, estime dans un

communiqué que l'étude confirme la « forte majorité de l'alimentation trop sucrée dans la survenue de certains cancers ». Il souligne « la nécessité de communiquer auprès des patients déjà atteints d'un cancer sur l'importance d'adopter un régime alimentaire à index glycémique bas, pour réduire la sécrétion d'insuline et son influence néfaste sur la croissance des cellules cancéreuses ».

Certaines femmes sont génétiquement attirées par le gras et le sucré

Certaines femmes seraient plus attirées que les hommes par les aliments gras et sucrés. Une cause génétique selon une étude scientifique internationale.

Les femmes porteuses d'un gène particulier consomment plus d'aliments gras et sucrés que les autres.

Les chercheurs de plusieurs universités du Canada, du Brésil, de la Brown University (Etats-Unis) et d'un institut de Singapour ont étudié une variante de ce gène (le 7R) et analysé comment il augmentait le plaisir à consommer les aliments gras et sucrés. Les scientifiques de l'étude ont étudié 150 enfants de 4 ans suivis de leur naissance à leurs dix ans par un protocole médical canadien. Ils ont analysé

leur choix alors que différents types de nourriture leur étaient proposés et étudié le carnet de leur alimentation habituelle.

Les filles porteuses du gène modifié mangent plus

Les chercheurs ont ensuite examiné le lien entre la présence de la variation génétique « 7R » du gène de la dopamine, l'indice de masse corporelle (IMC), et le sexe de l'enfant. Ils ont constaté que les filles porteuses de cette variante du gène mangent plus d'aliments gras et sucrés et de protéines et consomment moins de légumes, d'œufs, de pain, d'oléagineux et de légumineuses que les filles non porteuses. En revanche, cette variation du gène ne boule-

verse pas le comportement alimentaire des jeunes garçons. La variation « 7R » du gène de la dopamine modifierait donc les choix alimentaires des filles dès l'âge de 4 ans. Même si le comportement alimentaire des enfants est aussi influencé par l'éducation, l'environnement socio-culturel, les chercheurs concluent que cette découverte permettrait de mieux comprendre le développement de l'obésité. Pour établir la pertinence de cette étude, les scientifiques continueront de suivre ces enfants et analyser l'évolution de leur comportement alimentaire et leur poids.

Cette étude a été publiée dans la revue spécialisée sur l'obésité « Appetite ».



L'IMC ne reflète pas les risques pour la santé du surpoids

L'indice de masse corporelle (IMC) ne peut pas à lui seul évaluer les risques pour la santé du surpoids selon de nombreux spécialistes de la nutrition et de l'obésité.

Des professionnels de la nutrition (nutritionnistes, diététiciens, médecins, chercheurs, ingénieurs de l'agro-alimentaire, paramédicaux, journalistes scientifiques) réunis aux Journées annuelles Benjamin Delessert ont remis en question l'IMC comme mesure unique des risques pour la santé du sur ou sous poids. « Il est maintenant nécessaire d'aller au-delà de l'IMC. Améliorer la prise en charge et le devenir des sujets obèses en personnalisant les propositions thérapeutiques nécessite d'aller plus loin que la classification des individus selon leur indice de masse corporelle » explique le Dr Emmanuel Disse du Service d'Endocrinologie, Diabètes et Nutrition Du Centre Hospitalier Lyon.

Les limites de l'IMC

L'Organisation Mondiale de la Santé utilise l'indice de masse corporelle (IMC, le rapport du poids sur le carré de la taille) pour étudier de la corpulence des populations au niveau mondial.

Mais l'IMC est un indicateur qui présente des limites. Les seuils de l'OMS ne tiennent par exemple pas compte les caractéristiques ethniques ou nationales du patient (par exemple un Asiatique est obèse avec un IMC à 27, alors qu'un Européen serait « seulement » en surpoids) le sexe et la répartition de la masse grasse. « Or, la localisation des graisses est cruciale pour déterminer son effet sur l'organisme. Les graisses placées sur les hanches n'ont pas les mêmes conséquences que les graisses abdominales ou celles qui se situent autour de certains organes vitaux comme le cœur, le pancréas ou le foie. On les appelle les graisses ectopiques et ce sont les plus délétères » explique le Pr Anne Dutour-Meyer, chef du service d'endocrinologie, nutrition et maladies métaboliques de l'hôpital Nord à Marseille. « Une personne peut avoir un IMC normal (entre 20 et 25), mais une masse grasse anormalement localisée et être exposée à un risque de diabète ou de maladies cardiovasculaires. » Un paradoxe confirmé par les chiffres. « 20 à 30 % de la population obèse ne présente pas de complications métaboliques (diabète, hypertension artérielle ou dyslipidémie). Ces patients sont considérés comme « métaboliquement sains ». Inversement, certains sujets ont un IMC normal mais des complications métaboliques sévères : il s'agit des sujets de poids normal que l'on pourrait qualifier de métaboliquement obèses » explique le Dr Emmanuel Disse.

De multiples mesures

Pour mieux décrire et soigner les différentes formes d'obésité, qui est une maladie multifactorielle, les professionnels doivent utiliser des outils de mesures complémentaires simples comme le tour de taille ou le rapport taille-hanche, le taux de glycémie à jeun et le taux de triglycérides. « L'analyse de ces différents éléments pourraient permettre de mieux approcher le risque cardio-métabolique que la simple mesure de l'IMC » conclue le Dr Ziegler, chef du service Diabétologie au CHU de Nancy.

OBÉSITÉ

Les enfants uniques ont un risque plus élevé !

Les enfants uniques auraient des habitudes alimentaires moins saines que les autres, ce qui conduirait plus facilement à une situation d'obésité, selon une étude récente.

Vous êtes fils ou fille unique ? Attention à votre tour de taille ! Selon une étude publiée début novembre dans le Journal of Nutrition Education and Behavior, les enfants uniques auraient des habitudes alimentaires moins saines que les enfants ayant grandi dans une fratrie... Des chercheurs de la University of Oklahoma (aux États-Unis) ont réuni un groupe de 68 mamans (avec des enfants âgés de 5 à 7 ans) parmi lesquelles 27 n'avaient qu'un seul enfant. Pendant 3 jours (2 jours de semaine, 1 jour de week-end), les mamans ont soigneusement noté la composition des repas pris en famille avant de soumettre les données aux chercheurs...

ENFANTS UNIQUES, DES HABITUDES ALIMENTAIRES DIFFÉRENTES

Résultats ? Primo, les mamans d'enfants uniques avaient plus de risques que les autres de souffrir d'obésité. Deuzio, les enfants uniques présentaient des habitudes alimentaires moins saines que les enfants grandissant avec des frères et sœurs : ils étaient ainsi plus susceptibles de dîner devant la télé (ce qui augmente la prise calorique, donc le risque de surpoids) et consommaient davantage de boissons sucrées (qui peuvent contribuer au développement d'un diabète et d'une obésité).

Comment expliquer cette différence ? Si les chercheurs n'ont pas de certitudes, ils soulignent une éventuelle influence positive des frères et sœurs, ainsi qu'une organisation familiale différente en cas de fratrie, surtout nombreuse !



En France, 1 adulte sur 6 est en situation d'obésité (soit 17 % de la population). Cette maladie chronique touche 3,9 % des enfants

mais 16 % des garçons et 8 % des filles sont en surpoids... (source : Bulletin épidémiologique hebdomadaire, juin 2017).

L'OBÉSITÉ REJOINT LE TABAC COMME PRINCIPALE CAUSE DE CANCER

En Grande-Bretagne, l'obésité provoque plus de cancers de l'intestin, des reins, des ovaires et du foie que le tabagisme.

Alois que Santé publique France vient d'annoncer que le nombre de cancers dus à des facteurs de risque évitables était en augmentation, notamment chez les femmes, les autorités sanitaires britanniques enfoncent le clou en déclarant que l'obésité est désormais responsable d'un plus grand nombre de cancers du foie, de l'intestin, des reins et des ovaires, que le tabac.

« En Grande-Bretagne, il y a deux fois plus d'obèses que de fumeurs. Ce sont des millions de personnes qui sont à risque de cancer » vient d'affirmer l'Institut de recherche sur le cancer (Cancer Research UK) de Grande-Bretagne.

1900 CAS EN PLUS DE CANCER COLO-RECTAL

L'excès de poids cause chaque année environ 1900 cas de cancer de l'intestin de plus que le tabagisme au Royaume-Uni. Ce même schéma inquiétant s'applique également au cancer des reins (1400 cas de plus), les ovaires (400) et le foie (400). « Un excès de graisse corporelle envoie des signaux aux cellules les incitant à se diviser plus souvent



et, comme le tabagisme, cela cause des dommages qui s'accumulent avec le temps et augmentent le risque de cancer » déclare Michelle Mitchell, directrice générale de Cancer Research UK. « Nos enfants pourraient être la génération sans tabac, mais nous

avons atteint un record catastrophique en matière d'obésité chez les jeunes. Or les scientifiques ont déterminé que l'obésité était à l'origine de 13 types de cancer. Il faut désormais lutter contre l'obésité comme nous l'avons fait pour le tabagisme ».

TCHAD

21 arrestations, 1 blessé suite à des manifestations

Vingt-et-une personnes ont été arrêtées à N'Djamena, et une autre a été blessée lors des manifestations du 8 mai, a annoncé dimanche, la police tchadienne.

Selon le porte-parole de la police, Paul Manga, cité par le site d'informations, Tchadinfos, une habitation privée a également été incendiée, et le drapeau d'un "pays ami", a été brûlé ainsi que des pneus et des hangars.

"Vigilance et professionnalisme, les forces de l'ordre ont pu maîtriser la situation en interpellant les casseurs pris en flagrant délit qui seront mis à la disposition de la Justice", a ajouté le porte-parole, réitérant l'engagement des forces de l'ordre d'encadrer les manifestations pacifiques autorisées.

Les manifestations du 8 mai ont été initiées par la plateforme Wakit Tama, -un collectif de partis d'opposition et d'associations de la société civile-, pour contester la mise en place du Conseil militaire de transition (CMT), mis en place depuis le décès du président tchadien Idriss Déby Itno.

Selon le bilan dressé par cette plateforme, une quinzaine d'arrestations ont été constatées à N'Djamena, et dix personnes ont été blessées, dont trois cas grave.

Samedi, la police tchadienne a dispersé quelques manifestations sporadiques de dizaines de personnes à l'appel de l'opposition et de la société civile à N'Djamena.

Dans le 6^e arrondissement de N'Djamena, dans le sud de la capitale, la police a fait usage de gaz lacrymogène pour disperser une tentative de rassemblement sur la place First Africa, selon les médias.

Le CMT avait interdit une manifestation qui était prévue la veille à l'appel de plusieurs partis d'opposition car ses organisateurs n'avaient pas obtenu d'"autorisation préalable", selon un communiqué diffusé vendredi par le ministre de la sécurité publique.

Le 27 avril, six personnes ont été tuées à N'Djamena et dans le sud du Tchad, selon les autorités, neuf selon une ONG locale, au cours de manifestations, interdites par les autorités, à l'appel de l'opposition et de la société civile. Plus de 600 personnes ont été arrêtées.

Le président du CMT se rend au Niger

Le Président du Conseil Militaire de Transition au Tchad (CMT), le Général Mahamat Idriss Déby Itno, effectue lundi son premier déplacement à l'étranger depuis sa prise de fonction, rapporte le site d'information, Tchadinfos, citant une source sûre.

Pour sa première sortie, M. Déby Itno a choisi d'aller à Niamey pour rencontrer le président Mohamed Bazoum, désigné Médiateur par ses pairs dans la crise que traverse le Tchad. Le général Deby aura à s'entretenir avec son hôte sur plusieurs sujets dans le but de trouver une issue à la crise, selon la même source. Le Tchad traverse une période de turbulence depuis la mort du président Idriss Déby Itno, décédé le 20 avril écoulé, des suites de blessures reçues alors qu'il commandait son armée dans des combats contre des attaques rebelles dans le nord tchadien.

La Transition qui est en train de se mettre en place avec la nomination la semaine dernière d'un gouvernement d'Union nationale n'est pas sans difficulté. Plusieurs voix se sont levées pour dénoncer le CMT ainsi que le gouvernement. Samedi, la police tchadienne a dispersé des manifestations sporadiques de dizaines de personnes à l'appel de l'opposition et de la société civile à N'Djamena.

M. Deby et le nouveau Premier ministre, Pahimi Padacke Albert, ont entrepris des consultations tous azimuts afin d'amorcer un dialogue pour une sortie de crise imminente et conduire la transition dans le délai imparti de 18 mois qui se solderait par l'organisation d'élections "libres et démocratiques".

SAHRA OCCIDENTAL

La campagne des médias espagnols contre M. Ghali vise à ternir l'image du Front Polisario (Diplomate)

La campagne menée par des médias espagnols depuis l'hospitalisation, en Espagne, du président sahraoui Brahim Ghali avait pour seul but de ternir l'image de la lutte légitime du Front Polisario, assure l'avocat et diplomate sahraoui, Me Mouloud Said Haddamin.

"Un procès qui n'a aucune base juridique a fait la une d'une grande partie des médias espagnols.

La raison ? Ternir l'image de la lutte légitime du Front Polisario et au passage, gagner l'amitié du royaume alouite", a affirmé Mouloud Said Haddamin dans une tribune publiée dans le journal Ecsahraoui.

Il a accusé principalement l'agence de presse espagnole EFE d'avoir tenté de faire croire que le président sahraoui, admis à l'hôpital San Pedro dans la région de Logroño, après avoir été atteint de la Covid-19, faisait l'objet d'une plainte pour crime contre l'humanité.

Une plainte qui aurait poussé la justice, selon la même agence, à engager une procédure judiciaire contre M. Ghali.

L'auteur de la tribune estime que les médias espagnols qui ont relayé cette fausse information espéraient une aide financière du Maroc, notant qu'ils étaient allés, "encore plus loin et ont fabriqué plusieurs étapes d'un processus judiciaire dont il n'y a eu aucune, sauf peut-être l'admission du procès". "On a dit à

quelqu'un : "vous déposez la plainte, le reste ne vous regarde pas".

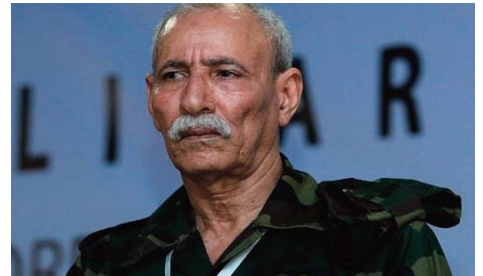
Ou, en d'autres termes, "un procès a été intenté non pas pour obtenir une certaine voie judiciaire, mais pour obtenir une voie médiatique retentissante", explique l'auteur.

Par ailleurs, Mouloud Said Haddamina a rejeté l'allégation selon laquelle, le président sahraoui était entré en territoire espagnol sous une fausse identité.

"L'Etat espagnol, par l'intermédiaire de la plus haute autorité du ministère des Affaires étrangères, a déclaré qu'il avait accepté de recevoir le Secrétaire général du Front Polisario en tant que personne atteinte de Covid 19", insiste l'auteur de l'article.

"L'Etat espagnol, à la demande d'un Etat tiers, a accepté de recevoir le Secrétaire général du Front Polisario pour un traitement contre la Covid-19.

Et le patient étant entré, comme il ne pouvait en être autrement, avec son propre passeport diplomatique et avec l'accord de deux Etats voisins". "Soit ils (les médias) prennent les lecteurs pour



des imbéciles, soit le besoin d'enveloppes en provenance du sud est extrêmement pressant", s'insurge le diplomate qui a rappelé que plusieurs organisations internationales se rendent régulièrement dans les territoires sahraouis et qu'aucune n'a enregistré de plainte pour crimes contre l'humanité impliquant le Front Polisario.

"Dans un territoire où, il n'y a pas longtemps, le secrétaire général de l'ONU a atterri et où le gouvernement espagnol affecte un avion pour le transport des envoyés de l'ONU, quelqu'un veut nous faire croire que, durant l'été 2019, des crimes contre l'humanité ont été commis que, d'ailleurs, seuls les yeux d'une personne, la plai-

gnante, liée au Maroc, pour être plus précis, ont pu voir", s'étonne Haddamin. Mercredi dernier, le Haut tribunal espagnol de l'Audience nationale a démenti avoir convoqué le président sahraoui. Deux jours plus tôt, la cheffe de la diplomatie espagnole, Arancha Gonzalez Laya, a affirmé que le secrétaire général du Front Polisario, quittera l'Espagne au terme de son hospitalisation.

La ministre espagnole a rappelé, au cours d'une conférence de presse, que le président Ghali avait été admis dans un hôpital en Espagne pour "des raisons humanitaires" ajoutant que "quand ces raisons humanitaires prendront fin, M. Ghali quittera évidemment l'Espagne".

LIBYE

Le retrait des forces turques "ne sera pas pour bientôt" (médias turcs)

Le retrait des forces turques présentes en Libye "ne sera pas pour bientôt", ont affirmé, dimanche, plusieurs titres de la presse turque, relevant que "la présence des forces turques en Libye est légale et que ces dernières ont été déployées suite à une convention en bonne et due forme signée avec l'ancien gouvernement d'union nationale (GNA)". Selon le journal anglophone Hurriyet, "le retrait des forces turques de la Libye n'est pas une revendication du gouvernement libyen, mais celle de certains pays étrangers", affirmant que "ces Etats exercent une pression terrible sur le gouvernement de l'unité nationale dirigé par Abdelhamid Dbeibah". "L'appel de la cheffe de la diplomatie, Nadjla al-Mangoush au retrait des forces étrangères turques est la parfaite illustration de la pression que subissent les autorités libyennes", a souligné le média. Hurriyet relève,

par ailleurs, que "le retrait des forces turques de Libye sera préjudiciable pour la stabilité en Libye, notamment au regard des tentatives de déstabilisation que ne cessent d'opérer ces derniers jours certaines parties". Pour sa part, le quotidien Daily Sabah, a soutenu que "la présence des forces turques en Libye a été positive et avantageuse à tout point de vue". "Ce sont les forces turques qui ont mis un terme au phénomène de la migration en Libye. Ce sont aussi les forces turques qui ont aidé l'armée libyenne à se développer", a ajouté le journal.

Pour le journal Daily Sabah, "c'est la présence des mercenaires Tchadiens, Syriens et Soudanais qui pose problème en Libye et non pas la présence des forces turques".

Le retrait des forces et mercenaires étrangers de la Libye est, pour les autorités libyenne, plus que nécessaire,

pour le recouvrement total de la souveraineté de l'Etat libyen. En visite, dimanche, dans les villes de Gatroun et Maabar al-Toum, au sud de Tripoli, le chef de la diplomatie libyenne, Nadjla al-Mangoush a déclaré que "les autorités libyennes veulent préparer les élections du 24 décembre prochain loin des armes et de la violence".

L'expulsion des mercenaires et forces étrangères de la Libye est indispensable aussi pour la réunification de l'institution militaire. Le directeur du département de l'orientation morale auprès du Comité militaire mixte libyen (5+5), le général Khaled al-Mahdjoubi a affirmé récemment dans une déclaration aux médias libyens que "la réunification de l'institution militaire demeure une tâche délicate, compte tenu de la présence des forces et mercenaires étrangers sur le sol libyen.

NIGERIA

La police arrête 8 kidnappeurs présumés dans le sud-ouest du pays

Huit kidnappeurs présumés ont été arrêtés par la police nigérienne au cours d'une récente opération de répression du crime dans l'Etat d'Osun, dans le sud-ouest du pays, a annoncé dimanche un responsable.

Dans un communiqué, la police a déclaré que les sus-

pects avaient été arrêtés vendredi dans le village d'Omo Ijesa, grâce à des informations crédibles fournies par les services de renseignement. "Avant l'arrestation, une enquête policière a révélé que les suspects s'étaient installés à Osun après avoir enlevé une femme pour faire

diversion et éviter d'être arrêtés à Bénoué", a indiqué dans le communiqué Yemisi Opolola, porte-parole de la police d'Osun. "Les suspects prévoient également d'utiliser Osun comme base d'opération pour négocier et toucher une rançon, alors même qu'ils avaient déjà as-

sassiné de sang-froid la femme kidnappée", a déclaré le porte-parole. M. Opolola a indiqué que les suspects, âgés de 18 à 25 ans, seraient remis à la police de l'Etat de Bénoué dès que l'enquête préliminaire serait terminée.

PALESTINE

L'artillerie israélienne bombarde deux sites au nord de la bande de Ghaza

L'artillerie israélienne a bombardé lundi, deux sites dans la ville de Beit Lahia au nord de la bande de Ghaza et la ville de Rafah dans le sud de l'enclave palestinienne, rapporte l'agence palestinienne de presse, WAFA.

Les deux missiles lancés par l'occupation sur les deux sites à l'est de Rafah et à Beit Lahia ont détruit complètement et endommagé les propriétés et maisons palestiniennes.

D'autre part, les forces d'occupation israéliennes ont interdit aux pêcheurs palestiniens dans la bande de Ghaza d'accéder à la mer jusqu'à nouvel ordre.

Depuis le début du siège imposé, l'entité sioniste a lancé trois attaques militaires prolongées contre Ghaza, en 2008, 2012 et 2014.

En 2014, sur une période de 50 jours, les forces d'occupation ont tué plus de 2.100 palestiniens, dont près de 500 enfants.

Au cours de l'assaut, environ 11.000 palestiniens ont été blessés, 20.000 maisons démolies, et un demi-million de personnes ont été déplacés de leurs domiciles.

Chacune de ces attaques a exacerbé la situation déjà désastreuse de l'enclave faisant des milliers de morts et de blessés. Des dizaines de milliers de maisons, d'écoles et d'immeubles de bureaux ont été démolis.

La reconstruction a été pratiquement impossible car le siège empêche les matériaux de construction, tels que l'acier et le ciment, d'atteindre Ghaza.

Dimanche, l'aviation de l'occupation israélienne a effectué



des raids sur deux positions dans la ville de Deir Al-Balah dans le centre de la bande de Ghaza. Un avion de combat du type F-16 a

bombardé par deux missiles, deux positions à l'est de Deir Al-Balah, endommageant les propriétés et maisons voisines.

Le chef de l'ONU exprime ses profondes préoccupations vis-à-vis de la violence de l'entité sioniste à Al Qods-Est

Le secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, a exprimé dimanche sa profonde inquiétude face à la poursuite de la violence de l'entité sioniste à Al Qods-Est.

Il s'est également inquiété des possibles expulsions de familles palestiniennes de leurs maisons dans les quartiers de Sheikh Jarrah et Silwan, a déclaré Stéphane Dujarric, porte-parole du chef de l'ONU, dans un communiqué. Selon le communiqué, le chef de l'ONU a exhorté l'entité sioniste à

cesser les démolitions et les expulsions, conformément à ses obligations en vertu du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme.

"Les autorités israéliennes doivent faire preuve de la plus grande retenue et respecter le droit à la liberté de réunion pacifique. Tous les dirigeants ont la responsabilité d'agir contre les extrémistes et de s'élever contre tous les actes de violence et d'incitation.

Le secrétaire général demande instam-

ment à ce que le statu quo sur les lieux saints soit maintenu et respecté", a-t-il ajouté. Le secrétaire général a réitéré son engagement à soutenir les Palestiniens et les Israéliens pour résoudre les affrontements sur la base des résolutions, lois et accords pertinents. Des sources diplomatiques ont indiqué que le Conseil de sécurité des Nations Unies se réunira lundi pour discuter de la situation concernant les affrontements entre les Palestiniens et la police israélienne à Al Qods-Est.

ARABIE SAOUDITE

Les rituels du Hadj auront lieu dans le respect des mesures de lutte contre la COVID-19

L'Arabie saoudite a annoncé son intention d'organiser cette année les rituels liés au pèlerinage du Hadj d'une manière qui garantisse à la fois la santé et la sécurité des pèlerins, a rapporté dimanche l'Agence de presse saoudienne. Les autorités sanitaires du royaume continuent à évaluer la situation, et prendront

toutes les mesures nécessaires pour assurer la santé et le bien-être du public, a déclaré le ministère du Hadj et de la Omra d'Arabie saoudite.

Il a ajouté que les détails de l'organisation de la saison 2021 du Hadj seraient annoncés un peu plus tard. Le ministère n'a pas encore précisé si les pèlerins

étrangers seraient ou non autorisés à participer à cette saison. L'an dernier, afin de lutter contre la propagation de la COVID-19, le royaume n'avait autorisé qu'une version limitée du pèlerinage du Hadj, avec notamment un nombre réduit de pèlerins. Le ministère saoudien de la Santé a par ailleurs annoncé dimanche

942 nouveaux cas de COVID-19, portant le total cumulé des infections dans le pays à 426.384. Le total des guérisons est quant à lui passé à 409.740, avec 1.064 nouvelles guérisons enregistrées. Le total des décès est passé à 7.072, avec 13 nouveaux décès signalés au cours des dernières 24 heures.

AFGHANISTAN

11 civils tués dans un attentat à la bombe

Au moins 11 civils ont été tués et 25 autres blessés lorsqu'une bombe placée en bord de route par les talibans a frappé un bus de passagers le long d'une route provinciale dans la province de Zabul, dans le sud de l'Afghanistan, dimanche soir, a confirmé le gouvernement local lundi. "L'incident s'est produit dans le district de Shahr-i-Safa à minuit. La police provinciale et les équipes

de secours ont transporté les blessés vers un hôpital régional de la province de Kandahar, à l'ouest de Zabul.

Le nombre de victimes est susceptible de changer car plusieurs blessés sont dans un état critique", a déclaré le gouvernement dans un communiqué. Quelque 43 personnes se trouvaient à bord du bus lorsque l'explosion s'est produite, a-t-il précisé. "Les corps

ont été transportés dans un hôpital provincial. La police provinciale s'efforcera de contacter et d'informer les proches des victimes", a indiqué le communiqué, qui a imputé la responsabilité de l'attentat aux talibans. Selon les chiffres officiels, plus de 920 civils ont été tués et plus de 1.640 ont été blessés dans des explosions d'engins explosifs improvisés l'année dernière.

BIRMANIE

Aung San Suu Kyi devant le tribunal le 24 mai (avocat)

L'ex-dirigeante birmane Aung San Suu Kyi, inculpée à de multiples reprises par la junte depuis le coup d'Etat de février dernier, doit comparaître pour la première fois en personne devant le tribunal le 24 mai, rapportent lundi des médias, citant son avocat. L'ancienne cheffe de facto du gouvernement n'a pas été vue en public depuis son arrestation le 1er février dernier.

Depuis, elle est assignée à résidence dans la capitale Naypyidaw et n'a pu rencontrer ses avocats que lors de brèves séances de visioconférence par les forces de sécurité. Une nouvelle audience en vidéoconférence s'est

tenue lundi matin au cours de laquelle il a été annoncé qu'Aung San Suu Kyi "comparaîtrait en personne le 24 mai", a déclaré l'un de ses avocats, Khin Maung Zaw. Sa cliente semble "en bonne santé", mais il n'a toujours pas pu la rencontrer.

"Nous ne sommes pas certains que la police nous autorise à lui parler en privé avant l'audience", a-t-il déploré. L'ex-dirigeante, âgée de 75 ans, a été inculpée à six reprises depuis son arrestation. Elle est notamment poursuivie pour "non respect" des restrictions liées à la pandémie de Covid-19, "importation illégale" de talkies walkies, "incita-

tion" aux troubles publics et "violation" d'une loi sur les secrets d'Etat datant de l'époque coloniale.

Elle est aussi accusée d'avoir perçu plusieurs centaines de milliers de dollars et onze kilos d'or de pots-de-vin, mais n'a pas été inculpée pour "corruption".

Si elle était reconnue coupable, elle pourrait être bannie de la politique, voire condamnée à de longues années de prison.

La lauréate du prix Nobel de la paix 1991 n'a pas accès aux informations et n'est probablement pas tenue au courant du chaos dans lequel est plongé son pays, avait déploré fin avril une autre

de ses avocates. Les manifestations pour réclamer sa libération et le rétablissement de la démocratie continuent à être violemment réprimées par les forces de sécurité. Au moins 780 civils ont été tués ces trois derniers mois, d'après l'Association d'assistance aux prisonniers politiques (AAPP). Plus de 3.800 personnes sont détenues pour beaucoup dans des lieux tenus secrets, d'après l'AAPP qui déplore des violences envers les femmes, des exécutions extra-judiciaires et des tortures comme dans le cas du poète Khet Thi, arrêté samedi et mort en détention 24 heures plus tard.

ROYAUME-UNI

Remaniement au sein du Labour après une déroute électorale

Keir Starmer, le chef du Labour, principal parti d'opposition au Royaume-Uni, a annoncé dimanche un remaniement de son "cabinet fantôme", tentant de redonner un nouveau souffle au parti après des résultats décevants aux élections locales de jeudi.

Le Labour a peu brillé à ces élections locales en particulier en Angleterre et le Parti conservateur du Premier ministre Boris Johnson lui a même pris son bastion d'Hartlepool (nord-est), qui avait toujours voté travailliste depuis les années 1970.

"Amèrement déçu", Keir Starmer avait promis qu'il ferait "tout ce qui est possible" pour regagner la confiance des classes populaires.

Il a annoncé dimanche soir remanier l'équipe de son "cabinet fantôme", évincant de ses fonctions Anneliese Dodds, députée d'Oxford Est qui était en charge de l'Economie et des Finances.

Elle est remplacée par l'ancienne économiste Rachel Reeves, députée de Leeds West (nord de l'Angleterre).

Le responsable de la discipline au sein du parti, Nick Brown, est remplacé par Alan Campbell.

"Le Parti travailliste doit être le parti qui embrasse la demande de changement dans tout notre pays.", a expliqué Keir Starmer dans un communiqué.

"Cela exigera d'avoir des idées audacieuses et de se concentrer constamment sur les priorités du peuple britannique".

"Tout comme la pandémie a changé ce qui est possible et ce qui est nécessaire, les travaillistes doivent également changer", a-t-il ajouté.

Soucieux "d'apprendre" des échecs essuyés par le parti dans certaines circonscriptions, M.

Starmer a déclaré dans un communiqué avoir "hâte de travailler avec notre nouvelle équipe pour relever ce défi, apporter ce changement et bâtir le programme ambitieux qui donnera naissance au prochain gouvernement travailliste." Angela Rayner, limogée samedi en tant que présidente du parti et coordinatrice des élections retrouve finalement un poste important au sein de ce cabinet fantôme où elle est chargée de la coordination.

Son limogeage, première mesure annoncée après la défaite du Labour aux élections partielles de Hartlepool avait soulevé des critiques au sein de l'aile gauche du parti.

Lors du "Super jeudi" d'élections, les conservateurs ont progressé en Angleterre, gagnant plus de 200 conseillers supplémentaires.

En plus de la défaite cinglante d'Hartlepool, le Labour a perdu, au profit des conservateurs, le contrôle du conseil de Durham (nord-est), pour la première fois depuis 1925.

Le parti a toutefois conservé plusieurs fiefs importants, notamment à Londres où Sadiq Khan, a été réélu face au conservateur Shaun Bailey ou encore à Manchester, Liverpool (nord) et Bristol (ouest).

Le Labour peut aussi se targuer de très bons résultats au Pays de Galles où le parti travailliste gallois obtient 30 des 60 sièges du parlement local, contre 16 pour les conservateurs, ce qui lui permet de se maintenir au pouvoir. Pour Keir Starmer, ces bonnes performances "nous donnent de l'optimisme et de l'inspiration pour l'avenir."

MUSIQUE - SPIRITUALITÉ

Tenue à Alger de la première Rencontre arabe de l'Inchad et du Madih

La première Rencontre arabe de l'Inchad et du Madih s'est tenue dimanche soir à Alger, avec la participation de plusieurs mouchidine et chorales de chants religieux venus de différentes régions d'Algérie, célébrer le mois sacré du Ramadhan et celui du patrimoine.



Inaugurée par le ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda à l'Auditorium Moufidi-Zakaria du palais de la Culture à Kouba, cette première rencontre, organisée le temps d'un soir, par l'association algérienne pour la Paix et l'Humanité présidée par Belkacem Chihaoui, a été placée sous le slogan, "Souffles spirituels et modes artistiques au sein du Ramadhan".

Rappelant que l'Art de l'Inchad et du Madih étaient en soi, une "invitation à s'élever dans la spiritualité et se hisser vers les valeurs humanitaire", le ministre de la Culture a réitéré sa volonté d'"accompagner et de soutenir" ces "jeunes prodiges" aux voix présentes et étoffées.

Les troupes, "En'Noudjoum el fenniya li el inchad" de Ghardaïa, "Nour El Moustapha" de Mostaganem et "Cheikh Belhadad" de Bejaïa, ainsi que les ténors, Nadjib Ayache, Lokmane Skendar, Zoheir Farès et Yacine Hamouche, lauréats dans plusieurs compétitions de différents événements arabes et internationaux, sont ensuite entrés en compétition pour les Prix de, "La

troupe d'Or", "La voix d'Or" et "La plume d'Or".

Le Prix de la troupe d'Or a été décerné par le jury, ex aequo à, l'ensemble, "En'Noudjoum el fenniya li el inchad" de Ghardaïa dirigée par Ahmed Djamel et celle de "Nour El Moustapha" de Mostaganem, avec à sa tête, Belalia Bendehiba, alors que le prix de, la voix d'Or et celui de la plume d'Or ont été obtenus par, Abderrahmane Djouamaï et Khaled Ishak, respectivement.

En présence de représentants de la mission diplomatique de l'Etat de Palestine accréditée à Alger, des trophées honorifiques appuyés d'une dotation financière de l'Office national des Droits d'Auteurs et Droits voisins (Onda) ont été remis aux lauréats ainsi qu'à tous les artistes participant à cet événement. Le public relativement nombreux, soumis au strict respect des mesures sanitaires contre la propagation du Coronavirus, s'est délecté durant trois heures de temps dans les atmosphères solennelles du chant religieux, applaudissant longtemps l'ensemble des artistes.

ALGÉRIE-HONGRIE

Le journaliste hongrois Chrudinak distingué à titre posthume par l'ambassade d'Algérie

L'ambassade de l'Algérie en Hongrie a distingué l'ancien journaliste Alajos Chrudinak à titre posthume, en guise de reconnaissance de sa solidarité et son appui indéfectible à la Révolution algérienne et aux causes des peuples luttant pour leur indépendance.

Dans une allocution à l'occasion de la commémoration des événements du 8 mai 1945, l'ambassadeur algérien à Budapest, Ali Mokrani a exprimé sa reconnaissance à la solidarité et l'appui exemplaires dont a fait montre le célèbre journaliste hongrois, le défunt Chrudinak, réputé pour son engagement et sa défense indéfectible des causes justes partout dans le monde.

L'apport du défunt s'est traduit par "ses écrits et son combat mené pour la dignité et la liberté, lesquelles

ont fait de lui un véritable héros auprès du peuple algérien".

A cette occasion, l'ambassadeur a remis à la veuve du journaliste une attestation de reconnaissance et de remerciements ainsi qu'un trophée symbolisant les martyrs, que le ministère des Moudjahidine avait décidé de remettre à l'ami de la guerre d'Algérie.

Le diplomate a également saisi l'occasion pour exprimer sa gratitude à la radio hongroise qui transmettait haut et fort le combat de l'Algérie contre l'occupation française, à travers l'émission de Chrudinak en 1956 depuis Budapest, appelée "Voix d'Algérie".

L'occasion a permis à M. Mokrani de se remémorer les événements du 8 mai, qualifiés de "halte incontournable dans l'histoire du combat libérateur algérien", indiquant que la résistance

du peuple algérien, après 130 ans de colonisation, a fait naître un large front de solidarité auquel ont adhéré "les peuples avides de liberté à l'instar du peuple hongrois ami".

Si cette date constitue "une journée de victoire" célébrée dans certains pays, elle demeurera pour l'Algérie un fait tragique, traduit par les massacres survenus à Sétif, Guelma et Kharrata, ayant fait 45.000 morts, tous âges confondus.

Le diplomate algérien a déploré, à ce propos, "cette tragédie et ce crime contre l'humanité, perpétré par le colonisateur français contre des citoyens innocents et désarmés, condamnés seulement pour avoir décidé de partager la joie de la victoire des alliés en Europe, synonyme du recouvrement de la liberté pour l'ensemble des peuples".

APS

PUBLICITÉ

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DES RESSOURCES EN EAU
Direction des ressources en eau de la wilaya de BLIDA
N.L.F : 0905954993700

- **Intitulé de l'opération** : Réalisation d'un système d'AEP pour la ville nouvelle de Bouinan (Quartiers B et C).

- **Numéro de l'opération** : NE 5.341.2.262.068.03.

- **Objet des travaux** : Sécurisation du système d'alimentation en eau potable de la ville nouvelle Bouinan (Quartiers B et C) en trois (03) lots.

APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES

N° 012/S.A.E.P/DREW/2021

Le présent appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales est lancé par la direction des ressources en eau de la Wilaya de Blida pour la **Sécurisation du système d'alimentation en eau potable de la ville nouvelle Bouinan (Quartiers B et C) en trois (03) lots**.

L'appel est ouvert aux entreprises possédant un certificat de qualification et classification professionnelle au domaine de l'**hydraulique activité principale en cours de validité**:

Lot N° 01 : catégorie IV et plus (code 34.703 et 34.709) ayant réalisé au minimum un (01) projet de même nature (réalisation et équipement d'un forage de 200 Ml et plus) et justifiant un chiffre d'affaire moyen de trois (03) dernières années (2017-2018-2019) de 20 000 000,00 DA au minimum.

Lot N° 02 : catégorie III et plus (code 34.703) ayant réalisé au minimum un (01) projet de même nature (réalisation des réseaux d'AEP en PEHD) et justifiant un chiffre d'affaire moyen de trois (03) dernières années (2017-2018-2019) de 10 000 000,00 DA au minimum.

Lot N° 03 : catégorie IV et plus (34.709) ayant réalisé au minimum un (01) projet de même nature (réalisation de la télégestion des infrastructure hydraulique d'un système d'AEP) et justifiant un chiffre d'affaire moyen de trois (03) dernières années (2017-2018-2019) de 30 000 000,00 DA au minimum.

Les entreprises intéressées peuvent retirer les cahiers des charges auprès de la direction des ressources en eau de la wilaya de Blida, sise à 102 route de zabana- Blida.

Les offres du dossier de candidature, offre technique et offre financière seront déposés en deux exemplaires est constituées des pièces suivantes.

1-DOSSIER DE CANDIDATURE : contient:

- 01 Déclaration de candidature remplis, signée, cacheté et datée par le soumissionnaire.
- 02 Déclaration de probité dûment remplis signée, cacheté et datée par la personne habilité.
- 03 Statut de l'entreprise lorsqu' il s'agit d'une personne morale (copie).
- 04 Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
- 05 Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires ou, le cas échéant, des sous-traitants.
- 06 Certificat de qualification et classification professionnelles catégorie : **catégorie IV et plus (code 34.703 et 34.709) pour le lot N° 01 - catégorie III et plus (code 34.703) pour le Lot N° 02 - catégorie IV et plus (34.709) pour le Lot N° 03** en cour de validité (copie).
- 07 Attestation de bonne exécution délivrée par les maîtres d'ouvrage public des travaux de même nature (copie).
- 08 Les bilans comptable de l'entreprise pour les trois (03) dernières années visés par les services des impôts (copie).
- 09 Liste des moyens humains justifiés par diplôme et affiliation CNAS.
- 10 Liste des moyens matériels roulant justifiés par des cartes grises + attestation d'assurance, fiches de contrôle technique en cours de validité et les factures d'acquisition pour les équipements de production.

2-Offre technique : contient

- 01 Déclaration à souscrire remplis, signée, cacheté et datée par le soumissionnaire.
- 02 Le présent cahier des charges paraphé et signé portant à la dernière page la mention manuscrite «lu et accepté».
- 03 Une mémoire technique justificatif + Délai et planning prévisionnel des travaux

3-Offre Financière : abriterà

- 01 Lettre de soumission remplis, signée, cacheté et datée par le soumissionnaire.
- 02 Le bordereau des prix unitaires (BPU) remplis, signée, cacheté et datée.
- 03 Le détail quantitatif et estimatif (DQE) remplis, signée, cacheté et datée.
- 04 Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

Les soumissionnaires présenteront leur offre en deux exemplaires (original + copies) qui sera scindée en trois enveloppes (ENVELOPPE A) «**dossier de candidature**», (ENVELOPPE B) «**offre technique**» et (ENVELOPPE C) «**offre financière**» chaque offre est insérée dans une enveloppe fermée et cachetée indiquant la référence de l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention **dossier de candidature** ou **technique** ou **financière** selon le cas, les trois enveloppes sont mises dans une autre enveloppe anonyme, comportant la mention suivante :

Appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales
N°...../S.A.E.P/DREW/2021

Sécurisation du système d'alimentation en eau potable de la ville nouvelle Bouinan (Quartiers B et C) en trois (03) lots.

«**A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres**»

Les offres établies par les soumissionnaires devront être déposées à la Direction des Ressources en Eau de la wilaya de Blida sise 102 route de Zabana Blida et non envoyées par courrier postal Le dépôt des offres est fixé au dernier jour correspondant au délai de préparation des offres fixé à quinze (15) jours compté à partir de la date de la première publication de l'avis d'appel d'offres sur le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP), sur la presse à diffusion nationale du 08 h 00 à 12 h 00.

L'ouverture des plis se fera en séance publique le jour de dépôt des offres à 14 h 00 en présence de l'ensemble des soumissionnaires préalablement informés à l'adresse suivante :

Direction des Ressources en Eau de la wilaya de Blida sise 102 route de Zabana Blida.

En cas où le jour de dépôt des offres coïnciderait avec un jour férié ou un Week End le dépôt des offres est prorogé jusqu' au jour ouvrable suivant.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant trois (03) mois augmentés de la durée de préparation des offres à compter de la date limite de dépôt des offres.

Le service contractant, s'il juge à propos, peut proroger la date limite de dépôt des offres

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Première semaine scientifique nationale sur "La numérisation et ses applications" du 17 au 20 mai

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique organise, pour la première fois, une semaine scientifique nationale sur le thème de la "numérisation et ses applications" dans le but de promouvoir la culture scientifique et valoriser les produits de la recherche dans le domaine de la numérisation, a annoncé dimanche le Secrétaire général du ministère Nourredine Ghouali.

Cette initiative scientifique, dont l'ouverture sera supervisée par le ministre du Secrétaire, Abdelbaki Benziane, s'étalera du 17 au 20 mai en cours au niveau de la Faculté de médecine (Ben Aknoun), a expliqué M. Ghouali.

Des professeurs et des étudiants de 30 établissements universitaires et 5 centres de recherche spécialisés dans le domaine de la numérisation participeront à cette initiative scientifique, outre la participation de spécialistes internationaux dans le domaine de la numérisation, en visio-conférence.

Durant quatre jours, des conférences seront données sur le thème des usages de la

numérisation dans les disciplines scientifiques, à l'instar de la médecine et la finance, en plus de l'organisation de conférences intellectuelles dans le but d'échanger les expériences entre les membres de la communauté universitaire.

Cette semaine scientifique -a ajouté M. Ghouali- constituera "une occasion de promouvoir les produits scientifiques liés au domaine de la numérisation et d'attirer les acteurs économiques vers l'incubation de projets innovants, outre la construction des ponts de communication entre les membres de la communauté universitaire intéressés par le domaine de la

numérisation et ses applications".

Au cours de cet événement scientifique, des conférences et des séminaires seront animés pour discuter des développements liés au domaine de la numérisation. Concernant les raisons du choix du thème de la numérisation, M. Ghouali a expliqué que les répercussions de la pandémie du Coronavirus "ont démontré la nécessité de la numérisation dans plusieurs domaines", en citant à cet égard l'exemple du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique qui, en adoptant la méthode



d'enseignement à distance, avait évité le spectre de l'année blanche.

Par ailleurs, M. Ghouali a affirmé que des réflexions sont actuellement en cours pour faire de cette semaine scientifique un phénomène annuel à généraliser dans les différentes wilayas du pays pour discuter de divers sujets.

ETATS UNIS - CYBERATTAQUE

Etat d'urgence après la panne d'un oléoduc en proie à une cyberattaque

La Maison Blanche a décrété dimanche l'état d'urgence dans 17 Etats et dans le district de Columbia en réponse à la panne de l'un des plus grands oléoducs des Etats-Unis. La déclaration d'urgence régionale du département américain des Transports lève les restrictions aux transporteurs routiers et chauffeurs qui fournissent une assistance aux régions souffrant d'une pénurie de produits pétroliers raffinés.

L'oléoduc principal transportant de l'essence et du diesel vers l'est et le sud-est du pays est resté hors service pendant deux jours après la détection d'une cyberattaque, a déclaré dimanche l'opérateur du pipeline. Dans un communiqué, la compagnie Colonial Pipeline a indiqué avoir temporairement interrompu toutes les opérations de l'oléoduc après qu'une intrusion impliquant un rançongiciel a été découverte vendredi. "L'équipe d'exploitation de Colonial Pipeline est en train de mettre au point un plan de redémarrage du système", a confirmé le communiqué. "Pendant que nos lignes principales restent hors service, certaines lignes périphériques plus petites entre les terminaux et les points de livraison sont maintenant opérationnelles". Colonial Pipeline transporte plus de 378,5 millions de litres de carburant par jour sur la côte est, fournissant environ 45% du carburant consommé par la région. **APS**

USA - INTERNET

Banni de Facebook, Donald Trump "s'est mis dans cette situation", dit le co-président du conseil de surveillance

Donald Trump méritait d'être banni de Facebook pour avoir "encouragé" l'invasion violente du Capitole par ses messages affirmant qu'il avait gagné l'élection présidentielle, a estimé dimanche le co-président du conseil de surveillance de Facebook, même si les règles du réseau social souffrent selon lui d'"incohérence". L'ancien président américain "est celui qui a émis ces messages incendiaires au moment même où les assaillants envahissaient le Congrès" le 6 janvier dernier, a estimé dimanche sur la chaîne Fox News Michael McConnell.

Cet ancien juge co-président du Conseil des sages de Facebook qui a prolongé pour six mois l'exclusion de Donald Trump du réseau social. Donald Trump "s'est mis dans cette situation et doit l'assumer. Comme on fait son lit, on se couche", a-t-il lancé. Pour ce professeur de droit constitutionnel, la suspension temporaire de l'ex-président se justifie car Facebook en tant que compagnie privée "n'est pas tenue par le 1er amendement" sur la liberté d'expression.

"Facebook n'est pas un gouverne-

ment" et Donald Trump "n'est pas un citoyen de Facebook". "Il est un client", a-t-il ajouté. Néanmoins, le juriste estime que la suspension de l'ancien président "n'est pas justifiée indéfiniment".

Facebook doit prendre le temps de faire le clair "dans la cacophonie de ses règles", qui sont "arbitraires", "incohérentes" et "manquent de transparence". Qualifié d'indépendant, mais financé par l'entreprise, le Conseil de surveillance de Facebook est composé de 20 membres internationaux, journalistes, avocats, défenseurs des droits humains et anciens dirigeants politiques.

Il a approuvé mercredi la décision du groupe de Mark Zuckerberg d'interdire à Donald Trump de publier des messages sur Facebook et Instagram, mais demandé au réseau social de ré-examiner cette résolution d'ici six mois.

Facebook doit donc prendre une décision plus appropriée d'ici début novembre, qu'il s'agisse d'interdire définitivement M. Trump des plateformes, de l'autoriser à y revenir ou de suspendre ses comptes pour une nouvelle durée

déterminée, a poursuivi l'instance. L'attaque du Capitole avait fait cinq morts et reste un choc majeur pour la démocratie américaine.

PUBLICITÉ

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE CHLEF

DIRECTION DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

AVIS D'ANNULATION D'APPEL D'OFFRES

LA DIRECTION DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DE LA WILAYA DE CHLEF PORTE A LA CONNAISSANCE QUE L'AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL RESTREINT N° 08/DJS/2014, PUBLIE DANS LE BOMOP, LE JOURNAL "DK NEWS" EN DATE DU 05/06/2014 ET LE JOURNAL "SAWT EL AKHAR" EN DATE DU 08/06/2014, RELATIVE A LA REALISATION D'UNE PISCINE DE PROXIMITE A ZEBOUJJA.

LOT N° 04 : VOIRIE ET RESEAUX DIVERS

EST ANNULE

USA - ESPACE

SpaceX va lancer une mission lunaire payée en Dogecoin

La société SpaceX du milliardaire Elon Musk va lancer l'an prochain vers la Lune un satellite entièrement payé avec la cryptomonnaie Dogecoin, a annoncé dimanche la société canadienne Geometric Energy Corporation qui va diriger la mission lunaire.

Le satellite, baptisé DOGE-1, sera lancé à bord d'une fusée Falcon-9 de SpaceX au premier trimestre 2022, a indiqué dimanche dans un communiqué la société basée à Calgary.

Le satellite, de forme cubique et pesant 40 kgs, aura pour objectif d'obtenir "des informations spatiales

lunaires à l'aide de capteurs et de caméras embarqués," a-t-elle précisé.

La "Mission DOGE-1 vers la Lune" sera "la toute première charge utile lunaire commerciale de l'histoire payée entièrement avec le Dogecoin", a déclaré Geometric Energy Corporation, sans préciser le montant de la transaction. "Nous sommes ravis de lancer DOGE-1 sur la Lune!", a indiqué Tom Ochiner, vice-président des ventes commerciales pour SpaceX. "La mission va démontrer l'application des cryptomonnaies au-delà de l'orbite terrestre et jettera les bases du commerce inter-

planétaire." L'annonce intervient au lendemain du passage d'Elon Musk à l'émission de comédie satirique américaine SNL (Saturday Night Live) au cours de laquelle le fantasque patron de Tesla et de SpaceX a loué le Dogecoin, créé au départ comme une plaisanterie, qu'il a aidé à légitimer dans ses tweets. Grand convaincu des cryptomonnaies, Elon Musk a décrit samedi soir dans un sketch le Dogecoin comme "un véhicule financier inarrêtable qui va conquérir le monde," ajoutant, enthousiaste, "en avant vers la Lune!".

TENNIS

Zverev s'offre son premier Masters 1000 depuis trois ans à Madrid

Le N° 6 mondial Alexander Zverev a remporté son quatrième trophée en Masters 1000, son premier depuis 2018, à Madrid déjà, en renversant l'Italien Matteo Berrettini (N.10) en trois sets 6-7 (8/10), 6-4, 6-3 dimanche, à trois semaines de Roland-Garros (30 mai-13 juin).

Aux tours précédents, Zverev avait éliminé Rafael Nadal (N.2) en quarts de finale, puis Dominic Thiem (N.4) en demi-finales.

Il s'agit de son deuxième titre de la saison après Acapulco (Mexique) en mars, le quinzième de sa carrière au total.

Les précédentes victoires en Masters 1000 de l'Allemand de 24 ans remontaient à 2017, à Rome et au Canada, et à 2018, dans la capitale espagnole.

Berrettini, qui restait sur un succès à Belgrade il y a deux semaines, sur ocre aussi, disputait sa première finale en Masters 1000, à 25 ans.

En venant à bout de l'Italien, Zverev a enchaîné une troisième victoire consécutive face à un joueur du top 10, lui qui avait auparavant connu un début de saison sur terre battue timide, avec des éliminations dès les huitièmes de finale à Monte-Carlo et en quarts de finale à Munich (Allemagne).

Mais le grand Allemand (1,98 m) a dû batailler pendant 2 heures 40 minutes pour sortir vainqueur de cette finale.

Au bout d'un premier set extrêmement disputé, où Berrettini a breaké le premier (4-3) mais Zverev immédiatement recollé (4-4), les deux joueurs se sont départagés au jeu décisif sous le toit fermé de la "Caja Magica".

Si l'Italien, alors redoutable avec son coup droit (22 coups gagnants sur ses 32 au total) et plus enclin à monter au filet, s'est rapidement échappé 5 points à 0, sa soudaine passivité a permis à l'Allemand de revenir à 5-5.

Le N.10 mondial a toutefois réussi à virer en tête, à sa quatrième balle de set, après 70 minutes de match, en profitant d'une double faute de son adversaire, qui s'était lui aussi procuré une occasion d'empocher cette manche deux points plus tôt. Avec trois jeux blancs au service pour entamer le deuxième set, un premier titre en Masters 1000 semblait à portée de Berrettini. Mais Zverev a tenu bon, s'est fait progressivement plus menaçant, quand l'Italien s'est mis à commettre davantage de fautes. C'est aussi sur une double faute, sa seule du match, qu'il a cédé un break décisif à 4 jeux partout.

Dans la manche décisive, Berrettini a fini par payer ses trop nombreuses fautes directes - cinquante au total, contre 28 à l'Allemand.

Après deux breaks, un premier pour mener 3-2, à la faveur d'une grosse erreur en coup droit de l'Italien, et un dernier pour conclure la partie, Zverev s'imposait sur une ultime faute en revers de son adversaire.

HANDISPORT - JEUX PARALYMPIQUES (GOAL-BALL)
L'Algérie dans un groupe difficile

La sélection algérienne messieurs de goal-ball a hérité d'un groupe "très relevé", pour le tournoi des Jeux paralympiques de Tokyo (24 août-5 septembre 2021), selon le tirage au sort effectué lundi à Tokyo.

L'Algérie, championne d'Afrique en titre, évoluera dans le groupe A, avec la Lituanie, championne en titre, le Brésil, champion du monde, les Etats-Unis, médaillés d'argent à Rio 2016 et le Japon (pays hôte).

Pour l'entraîneur national algérien, Saad Boutiba, la tâche de son équipe ne sera pas facile du tout devant ces ténors du goal-ball habitués à jouer les premiers rôles dans les grands événements. "Sur le papier, la mission sera ardue.

S'ajoute à cela, l'arrêt de plusieurs mois que l'équipe a subi en raison de la pandémie. Notre préoccupation est le manque flagrant de matchs d'application, très important pour affûter nos armes. Aucun match joué depuis fin 2019, sachant que nos championnats n'ont pas repris. Tout ça peut nous porter préjudice à Tokyo", a déclaré le coach.

Néanmoins, l'entraîneur espère remédier quelque peu



à ce problème après l'Aid. " Nous espérons pouvoir bénéficier de stages à l'étranger et surtout avoir la possibilité de jouer des rencontres d'application, afin d'aller aux Jeux avec un moral solide et l'envie de faire quelque chose dans un tournoi qui se déroulera dans des conditions très particulières" en raison du Covid-19, a conclu Boutiba.

Pour sa part, l'entraîneur

en chef de l'équipe américaine, Keith Young a déclaré: " Avant le tirage, on avait analysé les neuf autres équipes se rendant à Tokyo. Comme pour toute compétition internationale, nous respectons nos adversaires car chaque équipe a la possibilité de monter sur le podium". Le groupe B messieurs est aussi relevé que le premier, avec la présence de l'Allemagne

(championne d'Europe), la Chine (championne d'Asie), la Turquie, la Belgique et les débutants Ukrainiens.

En dames, dans la poule D, la Turquie, médaillée d'or il y a quatre ans, affrontera les médaillées de bronze américaines, le Japon, l'Egypte et le Brésil.

Le groupe C regroupe, la Russie, détentrice du titre mondial, en compétition en tant que RPC à Tokyo en raison des sanctions, la Chine, médaillée d'argent 2016, l'Australie et le Canada.

Les quatre premiers de chaque groupe (messieurs et dames), lors du 1er tour se qualifieront aux quarts de finale. Le calendrier des matches sera déterminé et publié plus tard. Messieurs: Brésil, Algérie, Etats-Unis, Japon, Lituanie (A) Allemagne, Belgique, Ukraine, Chine, Turquie (B) Dames: RPC (Russie), Chine, Australie, Canada (C) Turquie, Brésil, Egypte, Etats-Unis, Japon (D).

JEUX OLYMPIQUES 2020

Des épreuves tests sans public donnent un avant-goût de l'événement

Les épreuves préolympiques organisées au quotidien à Tokyo, malgré l'état d'urgence lié à la pandémie ont donné un aperçu de ce à quoi pourraient ressembler les Jeux olympiques de cet été, avec des tribunes vides en passant par d'innombrables contrôles.

Ces tests ont lieu alors qu'une majorité du public japonais est toujours opposée à la tenue des JO (23 juillet-8 août) et que les organisateurs tentent de démontrer qu'ils peuvent organiser l'événement "en toute sécurité" malgré la crise sanitaire qui affecte également l'archipel nippon.

Dimanche, plus de 400 athlètes -- dont neuf venus de l'étranger -- ont participé à une épreuve d'athlétisme, entourés de sièges vides au Stade olympique de Tokyo. "C'est bizarre de courir dans un stade sans supporters", a déclaré le sprinter américain Justin Gatlin après avoir remporté le 100 m, sur fond de faux bruits de foule diffusés par les haut-parleurs.

Cette atmosphère pourrait être un avant-goût des Jeux de cet été, retardés d'un an par le coronavirus. Les spectateurs étrangers sont déjà interdits d'entrée au Japon et les organisateurs doivent décider en juin s'ils autorisent un public local et dans quelle limite. Une centaine de personnes ont manifesté contre les

JO à l'extérieur du stade dimanche.

"Les nombres d'infections au Covid-19 sont élevés à Tokyo et à Osaka, avec de nombreux cas graves", a déclaré un manifestant, Takashi Sakamoto.

"Je voudrais que l'argent (des Jeux) soit plutôt utilisé dans les hôpitaux", a-t-il dit. Selon un sondage publié lundi par le quotidien Yomiuri, 59% des personnes interrogées souhaitent l'annulation des Jeux, 23% étant favorables à leur tenue sans spectateurs et 16% à leur tenue avec un public limité. Le sondage ne proposait pas l'option d'un nouveau report. Un autre sondage réalisé par la chaîne de télévision TBS a révélé que 37% des personnes interrogées étaient favorables à l'annulation, tandis que 28% souhaitaient un nouveau report des Jeux. Pour sa part, le Premier ministre japonais Yoshihide Suga était sur la défensive lundi, affirmant devant le Parlement qu'il n'avait "jamais fait passer les Jeux olympiques en premier" et que sa priorité était "la vie et la santé du peuple japonais".

Une pétition en ligne demandant l'annulation des Jeux a recueilli plus de 315.000 signatures depuis mercredi dernier, mais les organisateurs des Jeux assurent que le méga-événement peut être organisé sans danger avec des règles strictes pour se protéger du virus.

"Je me suis senti plus qu'en sécurité", a déclaré Justin Gatlin. "J'ai été testé tous les jours, soit par la salive, soit par écouvillon nasal tous les matins. La bulle a été très efficace. La seule fois où j'ai vu l'extérieur, c'est lorsque nous montions dans le bus pour aller sur la piste". Les règles étaient tout aussi strictes lors de la Coupe du monde de plongeon le week-end précédent, qui a vu plus de 200 plongeurs de près de 50 pays faire des sauts périlleux en silence, sans spectateurs. "Nous avons beaucoup craché dans des tubes", a déclaré le plongeur britannique Tom Daley. "Nous savions ce qui allait se passer en arrivant ici". Mais le directeur sportif allemand Lutz Buschkow a jugé que les restrictions pouvaient rendre quelque peu claustrophobe. "Le plus décevant est que nous ne pouvons pas respirer l'air frais. C'est un très gros fardeau pour les sportifs et les entraîneurs". Les organisateurs ont signalé deux cas de coronavirus pendant les épreuves: un entraîneur de plongée qui a été testé positif à son arrivée au Japon et a été mis en quarantaine, et un membre de l'encadrement d'une équipe d'aviron qui a été testé positif pendant la compétition.

Mais aucun de ces cas n'a provoqué l'arrêt des épreuves, et aucun autre cas n'a été détecté dans l'immédiat.

ITALIE - SUÈDE - SPORT - FOOTBALL

Italie: Ibrahimovic sort blessé à 5 semaines de l'Euro

L'attaquant de l'AC Milan Zlatan Ibrahimovic est sorti sur blessure, touché au genou gauche, dimanche soir lors du match contre la Juventus Turin, à cinq semaines du premier match de l'équipe de Suède à l'Euro.

Le Suédois de 39 ans s'est fait mal en essayant de contrôler un ballon, dans un duel avec le défenseur néerlandais des Bianconeri Matthijs de Ligt peu

après l'heure de jeu. Il est resté sur le terrain encore quelques minutes mais a ensuite renoncé, s'asseyant sur la pelouse puis sortant en grimaçant à la 66e minute, remplacé par Ante Rebic.

"Ibra", qui vient de prolonger son contrat jusqu'en juin 2022 avec les Rossoneri, a retrouvé en mars la sélection de Suède pour les matches éliminatoires au Mondial-2022, près de cinq ans après

avoir annoncé sa retraite internationale après l'Euro-2016.

Il est l'une des stars attendues de l'Euro (11 juin-11 juillet), où la Suède doit débiter le 14 juin contre l'Espagne.

En fin de match, les images de télévision le Suédois debout sur le bord du terrain, le genou gauche bandé, célébrant la victoire des Rossoneri (3-0). L'entraîneur Stefano Pioli n'est pour sa

part pas apparu trop inquiet après le coup de sifflet final: "Il n'était pas à 100%, il n'a fait qu'un demi-entraînement vendredi", a-t-il indiqué sur Sky Sport.

"Il avait un peu mal au genou, on espère qu'il n'y a rien de grave, on évaluera son état dans les prochains jours", a-t-il ajouté.

APS

CYCLISME - COUPE D'ALGÉRIE DE VTT La deuxième manche le 22 mai à Tlemcen

La deuxième manche de la Coupe d'Algérie de vélo tout-terrain (VTT) se déroulera le 22 mai à Tlemcen, a annoncé lundi la Fédération algérienne de cyclisme, coorganisatrice de cette compétition avec la Ligue de Sidi Bel-Abbès.

Une compétition prévue dans quatre catégories d'âge, à savoir celles des cadets, juniors, seniors (Elite) et masters.

Outre cette deuxième manche de la Coupe d'Algérie de VTT, l'instance fédérale a complété son calendrier en arrêtant les dates de deux autres compétitions, prévues quelques jours plus tard.

Tout d'abord, il y aura la troisième manche de la Coupe d'Algérie de cyclisme (juniors/seniors), programmée le 29 mai à Oran. Elle sera suivie de la troisième manche de la Coupe d'Algérie de cy-



clisme (cadets), qui se déroulera le 5 juin prochain, dans la commune d'Ouled Rahmoune, relevant de la wilaya de Constantine.

ATHLÉTISME - CHAMPIONNATS D'AFRIQUE À ALGER Louaïl : "Toujours dans l'attente du feu vert des autorités sanitaires"



Le président de la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA), Yacine Louaïl, a indiqué lundi que son instance était toujours dans l'attente du feu vert du comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie de Covid-19, pour l'organisation des Championnats d'Afrique (seniors) à Alger (22-26 juin), tout en reconnaissant que le déroulement du rendez-vous était "très difficile à réaliser".

"Nous attendons toujours l'accord du comité national scienti-

fique de suivi de l'évolution de la pandémie de Covid-19 pour pouvoir organiser cette compétition à Alger.

Notre demande a été transmise depuis plus de 20 jours.

Au jour d'aujourd'hui, nous n'avons reçu aucune réponse.

Nous sommes très en retard pour abriter cet important événement, qualificatif aux

Jeux Olympiques de Tokyo. Franchement, ce sera très difficile de l'organiser", a indiqué à l'APS le patron de la FAA. Les Championnats d'Afrique seniors d'athlétisme, initialement prévus à Oran, doivent se tenir du 22 au 26 juin prochain au SATO du Complexe olympique Mohamed-Boudiaf (Alger). Dans un communiqué publié sur son site officiel, la Confédération africaine d'athlétisme (CAA) a indiqué qu'elle était "à l'écoute des autorités algériennes pour confirmer la date

des championnats", tout en affirmant que le comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie de Covid-19 "est seul habilité à prendre une décision en relation avec l'évolution de la pandémie au plan national et régional". Joint par l'APS pour de plus amples informations sur ce sujet, le Pr. Riyad Mehiaoui, membre du comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie de Covid-19, a indiqué que le comité n'était pas contre le déroulement de ces championnats d'Afrique à Alger. "Pour le moment, nous n'avons pas encore reçu la demande pour l'organisation de cette compétition. Nous allons la traiter dès qu'elle nous sera transmise. Sur le fond, nous ne sommes pas contre l'idée d'organiser ce rendez-vous.

Nous devons connaître les pays qui vont y participer. La présence de l'Afrique du Sud (pays fortement touché par un variant local, ndlr) peut constituer un problème.

Nous devons être vigilants en préparant ces championnats comme il se doit sur le plan sanitaire, en confinant notamment les athlètes et en élaborant des conventions avec des laboratoires pour les tests de dépistage".

JEUX OLYMPIQUES-2020 Pas de quarantaine pour les envoyés spéciaux

Les envoyés spéciaux aux Jeux olympiques et Paralympiques, Tokyo-2020 ne seront pas obligés d'observer de quarantaine ni d'isolement, mais devront présenter à leur arrivée au Japon les résultats de deux tests anti-COVID effectués au cours des 4 derniers jours avant leur voyage, a annoncé le Comité d'organisation.

"Les conditions de séjour des médias aux deux événements (JO et JP) ont été détaillées par le Comité international olympique (CIO) et le comité d'organisation, dans la

version 2 du guide pratique (play-book), avec des précisions sur les mesures sanitaires qui seront imposées aux journalistes pendant l'événement olympique", ont expliqué les organisateurs, ajoutant qu'un autre test PCR sera réalisé à l'arrivée, avant de quitter l'aéroport.

En revanche, il sera possible aux médias de travailler dès le premier jour sur place et des tests seront effectués quotidiennement sur le lieu de travail au centre principal de presse (MPC),

pendant les 3 premiers jours et pris en charge par le comité d'organisation. Par contre, les transports publics seront interdits pendant les 14 premiers jours. Les logements privatifs ne seront pas autorisés.

Mais il sera possible de séjourner dans des hôtels non officiels, à condition qu'ils aient mis en place les mesures sanitaires établies par le gouvernement.

Toujours pendant les 14 premiers jours, il sera seulement possible de prendre ses repas sur les

sites olympiques (MPC), au restaurant de l'hôtel, ou dans sa propre chambre. "Chaque journaliste devra avoir un CLO (Covid liaison officer). Les free-lance et les organisations à un seul envoyé spécial n'y feront pas exception.

Enfin, toutes les conférences de presse se dérouleront en mode virtuel. Mais l'accès aux athlètes sera possible dans la zone mixte du village olympique, dans le respect des normes sanitaires", a fait remarquer le comité.

APS

BOXE - ALGÉRIE Des tournois de sélection pour les catégories juniors et seniors (FAB)

La Fédération algérienne de boxe (FAB) compte programmer des tournois de sélection pour les catégories juniors et seniors (messieurs et dames), en vue des prochaines échéances dont les championnats du monde seniors qui auront lieu le mois d'octobre 2021 en Serbie et les championnats arabes prévus le mois de février 2022.

Cette décision a été prise lors de la réunion du bureau fédéral tenue vendredi dernier à Alger, a indiqué l'instance. A cet égard, tous les boxeurs qualifiés à la finale du championnat et de la coupe d'Algérie 2019 et 2020 participeront aux tournois en vue de leur sélection au sein des catégories juniors et seniors, selon les critères établis par la direction technique nationale (DTN) de la FAB. De leur côté, les huit athlètes qualifiés aux Jeux olympiques de Tokyo (5 messieurs et 3 dames) rejoindront directement la sélection nationale seniors juste après leur retour du tournoi olympique.

La FAB a programmé le tournoi de sélection pour la catégorie seniors messieurs du 1er au 5 juillet 2021, alors que celui des dames est prévu du 25 au 30 juillet 2021. Le tournoi de sélection des juniors garçons aura lieu quant à lui du 10 au 15 juillet 2021.

RUGBY L'Italie annule sa tournée estivale en Nouvelle-Zélande

La sélection italienne de rugby a annulé la tournée estivale qu'elle devait effectuer cet été en Nouvelle-Zélande, avec entre autres deux matchs face aux All Blacks, les 3 et 10 juillet, a confirmé lundi la Fédération italienne (FIR).

"Après de longues discussions entre nos Fédérations et les autorités nationales respectives, et après avoir exploré les alternatives possibles avec World Rugby, nous avons dû reconnaître, à notre grand regret, que les conditions actuelles rendaient préférable que l'équipe nationale concentre son énergie vers les tests d'automne", a expliqué dans un communiqué le président de la FIR, Marzio Innocenti.

La "Nazionale", qui a terminé une nouvelle fois avec la cuillère de bois le Tournoi des six nations, n'a pas annoncé de rencontres de remplacement pour cet été, mais le calendrier international 2021 lui permettra de recevoir les All Blacks l'automne prochain, précise Innocenti. De leur côté, les All Blacks ont trouvé une solution de repli pour cet été, avec deux rencontres face aux Fidji les 10 et 17 juillet, selon le calendrier estival, validé par World Rugby.

TENNIS - CLASSEMENT WTA Sabalenka remonte à la 4e place après sa victoire à Madrid

La Bélarusse Aryna Sabalenka est remontée à la 4e place du classement WTA, publié lundi, son meilleur classement de sa carrière, après sa victoire au tournoi WTA 1000 de Madrid samedi.

A trois semaines de Roland-Garros (30 mai-13 juin), la joueuse de 23 ans a confirmé ses excellentes dispositions du moment sur terre battue en dominant dans la capitale espagnole la numéro 1 mondiale Ashleigh Barty, qui l'avait battue deux semaines plus tôt en finale à Stuttgart.

Le Top 10 du classement connaît d'autres changements après le tournoi de Madrid, l'un des principaux rendez-vous avant le Grand Chelem parisien : l'Américaine Sofia Kenin (5e), l'Ukrainienne Elina Svitolina (6e) et la Canadienne Bianca Andreescu (7e) perdent chacune une place, tandis que la Tchèque Petra Kvitová, quart-de-finaliste à Madrid, gagne deux rangs pour s'installer à la 10e place.

Top 10 du classement WTA publié lundi:

1. Ashleigh Barty (AUS) 10090 pts
2. Naomi Osaka (JPN) 7650
3. Simona Halep (ROM) 6520
4. Aryna Sabalenka (BLR) 6195 (+3)
5. Sofia Kenin (USA) 5905 (-1)
6. Elina Svitolina (UKR) 5835 (-1)
7. Bianca Andreescu (CAN) 5265 (-1)
8. Serena Williams (USA) 4850
9. Karolina Pliskova (CZE) 4660
10. Petra Kvitová (CZE) 4160 (+2).

ALGÉRIE - FAF Fédération algérienne de football : Mecherara désigné conseiller de Charaf-Eddine (FAF)

L'ancien président de la Ligue nationale de football, Mohamed Mecherara, a été désigné comme conseiller du nouveau président de la Fédération algérienne (FAF) Amara Charaf-Eddine, a annoncé l'instance fédérale lundi.

"M. Mohamed Mecherara prendra ses fonctions immédiatement", a précisé la FAF sur son site officiel. Juriste de formation, Mohamed Mecherara était à la tête de l'ex-LNF (actuellement LFP, ndlr) sous l'ère de l'ancien président de la FAF Mohamed Raouaoua.

Elu à la tête de la

FAF le 15 avril dernier, en remplacement de Kheïreddine Zetchi, Amara Charaf-Eddine poursuit le renouvellement de l'organigramme de la FAF, quelques jours après avoir désigné l'ancien arbitre international Mohamed Bichari en tant que vice-président de la commission fédérale d'arbitrage (CEFA).



LIGUE 1 (21E JOURNÉE) MATCH AVANCÉ Le MCO en péril à Tizi-Ouzou



Le MC Oran tentera de préserver sa série d'invincibilité, en effectuant un déplacement périlleux à Tizi-Ouzou pour défier la JS Kabylie, mardi au stade du 1er-Novembre, en match avancé de la 21e journée du championnat de Ligue 1 de football.

Invincible en dix matchs, toutes compétitions confon-

dues, le MCO, 3e au classement en compagnie du CR Belouizdad (36 pts), sera un sérieux client pour la JSK (5e, 35 pts), dans un match qui promet en intensité.

Cette confrontation mettra aux prises deux formations qui viennent de valider leur ticket pour les quarts de finale de la Coupe de la Ligue profession-

nelle, relancée cette saison pour remplacer la Coupe d'Algérie, annulée en raison de la programmation chargée due au Covid-19.

Si la JSK s'est imposée samedi soir à domicile face au NA Hussein-Dey (2-0), le MCO s'est qualifié en déplacement, en venant à bout il y a une semaine de son voisin le RC Relizane (1-0).

Les Oranais ont enchaîné ensuite en s'imposant dans leur antre d'Ahmed-Zabana face au NAHD (3-2), pour le compte de la 20e journée de championnat.

Prévue initialement lors du week-end du 15-16 mai, cette rencontre a été avancée pour permettre à la JSK de préparer le match des 1/4 de finale (aller) de la Coupe de la Confédération en déplacement contre le CS Sfaxien (Tunisie), prévu le dimanche 16 mai (17h00).

La seconde manche est fixée au 23 mai au stade du 1er-Novembre de Tizi-Ouzou (17h00).

La suite de la 21e journée de championnat se jouera les

15 et 16 mai et sera tronquée des matchs Olympique Médéa - MC Alger et JSM Skikda - CR Belouizdad, en raison de l'engagement des deux clubs algérois en quarts de finale de la Ligue des champions.

Mardi (22h30) :

JS Kabylie - MC Oran

Classement :

	Pts J
1). ES Sétif	43 20
2). JS Saoura	39 20
3). CR Belouizdad	36 20
--). MC Oran	36 20
5). JS Kabylie	35 20
6). MC Alger	34 20
7). USM Alger	32 20
--). O. Médéa	32 20
9). CS Constantine	31 20
--). AS Ain M'lila	31 20
11). Paradou AC	30 20
12). RC Relizane	24 20
13). WA Tlemcen	21 20
14). ASO Chlef	20 20
15). NA Hussein-Dey	19 20
--). NC Magra	19 20
--). US Biskra	19 20
18). USM Bel-Abbès	15 20
19). JSM Skikda	14 20
20). CABB Arréridj	6 20

ELIMINATOIRES CAN 2022 (DAMES)

Fertoul : "Nous n'avons pas encore atteint notre rythme de croisière"



La sélectionneuse de l'équipe nationale de football (dames) Radia Fertoul, a estimé

que ses joueuses n'ont pas encore atteint "leur rythme de croisière", à l'issue du stage effectué au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa (Alger), consacré à la préparation et la présélection, en vue notamment des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2022.

"Depuis le début du stage, les internationales ont bien répondu à ce qu'on a exigé d'elles, mais on n'a pas encore atteint notre rythme de croisière. Toutefois, je demeure confiante pour l'avenir", a-t-elle déclaré lundi au site de la FAF.

Il s'agit du second regroupement de suite des footballeuses algériennes après celui effectué du 3 au 8 avril toujours à Sidi Moussa. 28 joueuses ont pris part à ce deuxième stage, contre 34 lors du premier.

"Sur les 28 joueuses convoquées, près de la moitié ont moins de 23 ans. J'ai même sollicité des jeunes de 17-18 ans

qui recèlent d'énormes qualités. Cela nous permettra d'injecter du sang nouveau dans le groupe", a-t-elle ajouté.

Enfin, Radia Fertoul a indiqué qu'elle n'était pas prête à se passer des services de joueuses d'expérience, à l'image des Bouheni, Ouadah et autres "qui ont encore de belles années devant elles".

"Il est difficile de trouver des techniciennes comme Bouheni, meilleure attaquante en Algérie, qui nous a manqué lors de la dernière CAN. Je mise également sur l'expérience des anciennes pour constituer un groupe homogène et équilibré", a-t-elle conclu. La sélection algérienne sera fixée sur ses adversaires aux éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2022 au Maroc, ce lundi après-midi, à l'occasion du tirage au sort prévu au siège de la Confédération africaine (CAF) au Caire (Egypte).

APS

ITALIE Ibrahimovic sort blessé à 5 semaines de l'Euro

L'attaquant de l'AC Milan Zlatan Ibrahimovic est sorti sur blessure, touché au genou gauche, dimanche soir lors du match contre la Juventus Turin, à cinq semaines du premier match de l'équipe de Suède à l'Euro.

Le Suédois de 39 ans s'est fait mal en essayant de contrôler un ballon, dans un duel avec le défenseur néerlandais des Bianconeri Matthijs de Ligt peu après l'heure de jeu. Il est resté sur le terrain encore quelques minutes mais a ensuite renoncé, s'asseyant sur la pelouse puis sortant en grimaçant à la 66e minute, remplacé par Ante Rebic.

"Ibra", qui vient de prolonger son contrat jusqu'en juin 2022 avec les Rossoneri, a retrouvé en mars la sélection de Suède pour les matches éliminatoires au Mondial-2022, près de cinq ans après avoir annoncé sa retraite internationale après l'Euro-2016. Il est l'une des stars attendues de l'Euro (11 juin-11 juillet), où la Suède doit débiter le 14 juin contre l'Espagne. En fin de match, les images de télévision le Suédois debout sur le bord du terrain, le genou gauche bandé, célébrant la victoire des Rossoneri (3-0). L'entraîneur Stefano Pioli n'est pour sa part pas apparu trop inquiet après le coup de sifflet final: "Il n'était pas à 100%, il n'a fait qu'un demi-entraînement vendredi", a-t-il indiqué sur Sky Sport.

"Il avait un peu mal au genou, on espère qu'il n'y a rien de grave, on évaluera son état dans les prochains jours", a-t-il ajouté.

LIGUE 1 Lyon remonte sur le podium, Nantes s'accroche au maintien

Lyon est remonté samedi sur le podium de la Ligue 1 aux dépens de Monaco qui joue dimanche, en faisant craquer après la pause Lorient (4-1), premier non-relégable désormais sous la menace de Nantes qui a terrassé 3-0 des Bordelais en déliquescence.

Dans la course acharnée pour la Ligue des champions, l'OL a les nerfs solides! Tombeurs de Monaco (3-2) in extremis dimanche dernier en principauté, les Lyonnais ont attendu la seconde période samedi pour mettre Lorient à terre, après avoir longtemps buté sur le gardien Paul Nardi. Irrégulier et peu décisif cette saison, Houssem Aouar a mis l'OL sur les rails du succès (53e) grâce à la complicité de Rayan Cherki, le héros lyonnais du week-end dernier. Lucas Paqueta (65e) et Bruno Guimarães (71e sur penalty, 77e) ont donné plus de relief à cette performance. Décrocheur il y a peu, Lyon s'est montré accrocheur sur sa pelouse au meilleur moment. L'équipe dirigée par Rudi Garcia met la pression sur l'AS Monaco de Niko Kovac, deux points derrière avant son déplacement dimanche à Reims.

L'avenir de N'Golo Kanté est scellé

N'Golo Kanté devrait rester à Chelsea la saison prochaine. Chelsea : l'avenir de N'Golo Kanté est scellé. Sous contrat jusqu'en juin 2023 avec Chelsea, le milieu de terrain tricolore N'Golo Kanté sait déjà où il jouera la saison prochaine. En effet, l'international français, âgé de 30 ans et très apprécié par son entraîneur Thomas Tuchel n'aurait aucune intention de quitter la formation londonienne durant ce mercato d'été. Une bonne nouvelle pour les Blues et une mauvaise nouvelle pour tous les prétendants du joueur tel que le Paris Saint Germain, l'Inter Milan et le Real Madrid. Cette saison, le champion du monde 2018 a disputé 45 rencontres toutes compétitions confondues déjà et a délivré 3 passes décisives.



LA TUILE POUR LEMAR

Coup dur pour le milieu offensif de l'Atletico Madrid Thomas Lemar (25 ans, 27 matchs et 1 but en Liga cette saison) ! Remplacé dès la 13e minute face au FC Barcelone (0-0) samedi en Liga, l'international français a contracté une "blessure myotendineuse à la cuisse gauche", selon un communiqué officiel de l'actuel leader du championnat ce lundi.

En attente d'examen complémentaires, l'ancien Mo-négasque devrait manquer plusieurs semaines de compétition. Une mauvaise nouvelle pour les Colchoneros, avant les trois derniers matchs de la saison en Liga, mais aussi une grosse inquiétude pour Lemar, qui peut se faire du souci pour sa possible participation au prochain Euro (11 juin - 11 juillet) avec l'équipe de France.

MODRIC : «NOUS VOULIONS DÉPENDRE DE NOUS-MÊMES»

Le Real Madrid n'a pas son destin entre les mains suite à son match nul face au FC Séville (2-2). Une situation regrettable, mais pas insurmontable.

Tenu en échec par le FC Séville (2-2) dimanche soir, le Real Madrid n'a pas profité du match entre le FC Barcelone et l'Atletico de Madrid (0-0). Alors qu'ils avaient l'opportunité de revenir à hauteur des Colchoneros, toujours leaders, les hommes de Zinédine Zidane restent finalement à deux points de leurs éternels rivaux. Déçus.

Face au FC Séville, le Real Madrid a égalisé dans les derniers instants de la rencontre. Une rencontre notamment marquée par un pénalty accordé aux Andalous suite à l'utilisation de la VAR, après une faute initialement subie par Karim Benzema dans la surface adverse. Un fait de jeu sur lequel Luka Modric n'a pas souhaité s'attarder.

"C'était une action fortuite, de la malchance, s'ils l'ont sifflé c'est qu'ils l'ont vu, je ne peux pas dire grand chose de plus", a ainsi confié le milieu de terrain croate, regrettant les difficultés madrilènes à bien débiter la rencontre. "Nous avons eu du mal à entrer dans le match, mais en seconde période, nous avons tout donné pour gagner. C'est dommage, mais nous sommes toujours là, vivants, nous allons nous battre jusqu'au bout", a-t-il analysé. Physiquement, le Ballon d'Or 2018 se sent bien, et il vise toujours le titre.

"Je vais bien, je pense que l'équipe est impatiente de jouer les matchs qu'il reste, d'essayer de gagner les trois et de voir ce qui se passe dans les autres matchs", a-t-il déclaré. Luka Modric regrette toutefois que le Real Madrid ne soit pas maître de son destin. "Nous avons laissé filer deux points. On a mieux joué, mais ça n'a pas marché. C'est étrange, nous voulions dépendre de nous-mêmes, maintenant nous ne le pouvons plus. Mais nous devons d'abord penser à notre équipe. Nous avons vu que tout le monde perdait des points, on doit y croire. Nous avons tout fait pour gagner le match, nous l'avions mérité, mais nous allons aller l'avant", a ainsi regretté le Croate. Même discours chez Zinédine Zidane.

"Maintenant, ça ne dépend plus de nous (pour le titre, NDLR), mais on va se battre jusqu'à la fin. Les sensations sont bonnes. J'ai vu mes joueurs s'engager, concentrés, ils voulaient gagner ce match. Je suis très content d'eux. Maintenant il reste trois matches, et on va se battre", a pour sa part confié l'entraîneur du Real. Suspense !



PIRLO FINIRA LA SAISON À SON POSTE

Au lendemain de la déroute de la Juventus Turin face à l'AC Milan (0-3), les dirigeants de la Vieille Dame ont décidé de finir la saison avec Andrea Pirlo. Cinquième de Serie A à trois journées de la fin (le classement complet ici), la Juventus Turin pourrait ne pas disputer la prochaine Ligue des champions. Si l'avenir d'Andrea Pirlo est logiquement très incertain (Allegri est pressenti pour le remplacer cet été), la question de son maintien jusqu'en fin de saison s'est aussi posée. Sky Italia révélait ainsi il y a quelques heures que les dirigeants de la Juventus s'étaient réunis en urgence ce matin pour décider ou non de virer Pirlo dès maintenant et de nommer par exemple son adjoint Igor Tudor pour les trois dernières journées de championnat et la finale de Coupe d'Italie. La réponse est non. Selon Sky Italia, la Juventus a en effet décidé de conserver Pirlo pour les matches à venir face Sassuolo, l'Inter et Bologne en Serie A ainsi que face à l'Atalanta Bergame en finale de la Coupe d'Italie.

Sancho reste flou pour son futur

Revenu à son meilleur niveau ces dernières semaines, Jadon Sancho (21 ans, 35 matchs et 14 buts toutes compétitions cette saison) ne sait pas de quoi son avenir sera fait. L'ailier anglais, couronné par les plus grands clubs de Premier League, avoue se sentir bien au Borussia Dortmund.

"Je ne sais pas plus pour mon avenir. Je suis très heureux ici à Dortmund en ce moment. J'adore le club, les supporters et l'équipe. Ils m'ont donné mon premier départ professionnel. Les fans me motivent et me poussent à fond", a indiqué le jeune talent pour ESPN.

Pour rappel, le Bvb réclame 100 millions d'euros pour le laisser file



QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL
DK NEWS

Directeur général,
responsable de la publication
Abdelmadjid CHERBAL

Directeur de la rédaction

A. CHERBAL

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00»
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

ACTIVITÉS DU GOUVERNEMENT

M.Djerad préside la cérémonie de distribution de 5000 logements de différentes formules à Alger

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a présidé, lundi à Alger, la cérémonie de remise des décisions d'attribution et des clés de 5000 logements de différentes formules.

Dans une déclaration à la presse, M. Djerad a affirmé que la livraison des logements aux citoyens est "un devoir national envers tous les Algériens et Algériennes", soulignant que cette opération est l'une des "positions honorables" du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune qui a soutenu dans son programme que "le logement est la base de la justice sociale dans notre pays".

Le Premier ministre a inspecté des logements concernés par la distribution ainsi que les structures environnantes et les aires de jeux, soulignant la nécessité d'utiliser les matières premières locales et de favoriser les énergies renouvelables. L'opération de distribution



concerne 3000 logements de type location-vente répartis sur les sites de Korichi à Reghaïa (1400 unités), Dermouche à Bordj El Bahri (600 unités), la cité Faizi à Bordj El Bahri (473 unités) et Ouled Fayet (417 unités sur un total de 1500 unités). Au niveau des sites de Semrouni et Roukhi situés respectivement à Ouled Fayet et Souidiana, 562 logements de type public locatif ont été distribués, outre 1513 autres unités de type promotionnel public (LPP) à "Plateau" (Ouled Fayet Est). Organisée par le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, la cérémonie s'est déroulée en présence du conseiller du Président de la République, des membres du gouvernement et le wali d'Alger.

ORGANISATION DE MARCHES

Le ministère de l'Intérieur rappelle l'impératif respect des procédures légales

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a indiqué, dimanche dans un communiqué, que les organisateurs des marches sont tenus à la déclaration, auprès des services compétents, des noms des responsables de l'organisation de la marche et des heures de son début et de sa fin, affirmant que le non-respect de ces procédures "dénue la marche de tout caractère légal".

"Il a été constaté récemment que les marches hebdomadaires commencent à enregistrer de graves dérapages et dérivés en termes d'indifférence aux désagréments causés aux citoyens et d'atteintes aux libertés du fait d'individus changeant, à tout moment, l'itinéraire sous prétexte d'être libres de marcher dans n'importe quelle direction et à travers n'importe quel axe, ce qui est contraire à l'ordre public et aux lois de la République", lit-on dans le communiqué. Rappelant ce que consacre la Constitution de novembre 2020 en matière de liberté de marches, le ministère de l'Intérieur fait savoir que "les organisateurs des marches sont tenus à la déclaration, auprès des services compétents, des noms des responsables de l'organisation de la marche, des heures de son début et de sa fin, de l'itinéraire et des slogans à lever, conformément à la loi. "Le non-respect de ces procédures constitue une infraction aux yeux de la loi et de la Constitution, ce qui dénie la marche de tout caractère légal et implique un traitement en conséquence", conclut le communiqué.

JUSTICE

Cour d'Alger: rejet de la demande de levée du contrôle judiciaire de Karim Tabou et Slimane Hamitouche (source judiciaire)

La Chambre d'accusation près la Cour d'Alger a rejeté, dimanche, la demande de levée du contrôle judiciaire présentée par le collectif de défense de Karim Tabou et Slimane Hamitouche, a-t-on appris auprès d'une source judiciaire.

Le juge d'instruction près le tribunal de Bir Mourad Rais (Alger) avait décidé le placement sous contrôle judiciaire de Karim Tabou et Slimane Hamitouche suite à la plainte du président du Conseil national des Droits de l'Homme, Bouzid Lazhari, pour entrave à l'accomplissement de ses missions durant les funérailles du doyen des avocats Ali Yahia Abdennour, le 26 avril dernier. La même Chambre d'accusation a confirmé la décision du juge d'instruction près le tribunal de Bir Mourad Rais concernant la demande du Parquet portant placement de Karim Tabou et Slimane Hamitouche en détention provisoire.

Karim Tabou et Slimane Hamitouche sont poursuivis pour les chefs d'accusation d'incitation au regroupement, de diffamation, d'insulte et de harcèlement d'un fonctionnaire en poste, d'atteinte au respect dû aux morts dans les cimetières, prise et diffuson de photos sans la autorisation de la personne concernée. A rappeler que le Porte-parole de l'Union démocratique et sociale (non agréé), Karim Tabou, avait tenté avec d'autres personnes d'expulser le président du CNDH, Bouzid Lazhari du cimetière de Ben Aknoun (Alger) l'empêchant d'assister à l'inhumation du doyen des avocats, Ali Yahia Abdennour, décédé dimanche dernier à l'âge de 100 ans.

ALGÉRIE - PALESTINE

L'Algérie condamne dans les termes les plus sévères les attaques israéliennes "extrémistes" contre les Palestiniens

L'Algérie a condamné, dimanche, dans les termes les plus sévères les "attaques racistes et extrémistes" de l'occupant israélien contre les Palestiniens à El-Qods occupée et leur privation d'accomplir leurs rites religieux dans la Mosquée d'El-Aqsa, en violation flagrante des résolutions de la légalité internationale.

Le ministère des Affaires étrangères a indiqué dans un communiqué que "l'Algérie condamne dans les termes

les plus sévères les attaques racistes et extrémistes enregistrées dans la ville occupée d'El-Qods contre des civils palestiniens et leur privation de la liberté de culte dans la mosquée d'El-Aqsa".

La même source fustige également "des tentatives répétées de légitimation de la logique de spoliation des terres d'autrui par la force et d'imposition de la souveraineté sur la ville Sainte, en violation flagrante des résolutions de la légalité internationale".

"Face à ces graves violations que s'acharnent à commettre les autorités d'occupation israéliennes contre le peuple palestinien sans défense, l'Algérie appelle la communauté internationale, notamment le Conseil de sécurité de l'ONU, à agir en toute urgence pour assurer la protection nécessaire au peuple palestinien et à ses lieux sacrés et à mettre fin à ces actes criminels et à la politique d'occupation israélienne des territoires

palestiniens", ajoute le communiqué. A ce titre, l'Algérie souligne "sa pleine solidarité et son soutien constant au côté du peuple palestinien dans sa lutte héroïque contre l'occupation israélienne", réaffirmant "sa position ferme de soutien à la cause palestinienne jusqu'au recouvrement par le peuple palestinien de ses droits légitimes et inaliénables, en tête desquels l'établissement d'un Etat indépendant avec El-Qods comme capitale".

DIPLOMATIE - CÉLÉBRATION

Le ministère des AE célèbre la journée nationale de la Mémoire coïncidant avec l'anniversaire des massacres du 8 mai 1945

Le ministère des Affaires étrangères a célébré, dimanche, la journée nationale de la Mémoire, coïncidant avec le 76^e anniversaire des massacres du 8 mai 1945 pour mettre en avant les hauts faits du peuple Algérien et son combat pour le recouvrement de sa souveraineté.

Lors d'une allocution prononcée à l'occasion, le directeur de la communication, de l'information et de la documentation, l'ambassadeur Noureddine Sidi Abed a mis l'accent sur la nécessité de préserver la mémoire et d'assumer la responsabilité quant à l'écriture de l'histoire.

"C'est l'occasion pour rappeler l'impératif de sauvegarder notre mémoire et de faire preuve de responsabilité lorsqu'il s'agit de l'écriture de notre histoire dont nous tirons encore les enseignements pour faire face aux défis liés à l'édification de notre pays et ses institutions tout en défendant ses intérêts et sa renommée", a-t-il indiqué.

L'institution de la date du 08 mai journée nationale de la Mémoire, par le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune donne tout leur sens aux valeurs de cet événement historique ayant un rôle important dans la maturation de personnalité politique algérienne et du mouvement national avant d'amorcer la dernière étape vers la liberté et l'affranchissement.

"Cette date illustre également la barbarie et le terrorisme auxquels s'était livré le colonisateur contre notre peuple, à une date où l'humanité tout entière cé-

lèbrait la fin du fascisme et de son projet raciste", a poursuivi le diplomate.

"Les massacres du 8 mai 1945 représentaient le summum de la brutalité de l'occupant et un tournant décisif dans le parcours du combat du peuple algérien pour le recouvrement de sa souveraineté et de sa dignité", a-t-il fait savoir.

Dans ce sillage, M. Sidi Abed a estimé que la célébration de la journée nationale de la Mémoire sur l'ensemble du territoire et au niveau des présentations diplomatiques à l'étranger, est "un rappel aux générations montantes des épopées et des sacrifices de nos aïeux afin que le peuple algérien puisse jouir de sa liberté et son indépendance et vivre dignement et uni dans son territoire".

La célébration de la journée nationale de la mémoire coïncide avec le 08 mai 1945, le jour où plus de 45.000 Algériens étaient tomés en martyrs.

C'était l'un des plus grands massacres commis par la police et les milices fran-

çaises contre les civils à Sétif, M'sila, Guelma, Kherrata et Souk Ahras, sortis alors dans une marche pacifique appelant la France à honorer sa promesse, à savoir l'indépendance de l'Algérie contre sa participation dans la libération de la France de l'occupation nazie.

"À l'époque, le peuple algérien a fait preuve de conscience et de clairvoyance rejetant, à la fois, l'occupation et le fascisme", a poursuivi l'ambassadeur, ajoutant que "ces massacres ont mis à nu le colonialisme français qui a commis des crimes contre l'humanité et des exterminations contraires aux valeurs qu'il prônait".

A cette occasion, M. Sidi Abed s'est incliné à la mémoire des chouchada tombés aux champs d'honneur pour la défense de l'Algérie, rappelant le décès en mai du défunt moudjahid, Khelifi Mouloud, coordinateur du bureau des moudjahidines et des ayants-droit au ministère des AE.

TRIBUNAL CRIMINEL DE DAR EL BEIDA

Report du procès du terroriste "Abou Dahdah" à la fin de la session pénale

Le tribunal criminel de Dar el Beida a décliné, jeudi, le report du procès du terroriste Rezkane Ahcene, dit "Abou Dahdah" avec d'autres prévenus à la fin de la session pénale, a annoncé le juge de l'audience.

Le terroriste "Abou Dahdah" devra comparaître en compagnie de 46 autres terroristes devant le tribunal criminel à la fin de

la session pénale après le report du procès pour la deuxième fois consécutive, précise la même source. Pour rappel, ce groupe terroriste est poursuivi pour implication dans des massacres sanglants, appartenance à un groupe terroriste armé susceptible d'attenter à la sécurité de l'Etat, détention d'armes de guerre de 4^e catégorie et munition ainsi

que homicide volontaire avec préméditation. Les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP) avaient réussi, en décembre 2020, à capturer le terroriste "Abou Dahdah" près de la commune d'El-Ancer à Jijel, et ce, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et l'exploitation optimale d'informations.